

## COUR D'ARBITRAGE

## Arrêt N° 54

F. 88 — 1140

Numéro du rôle : 47

*En cause* : le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents E. Gutt et J. Delva,  
des juges K. Blanckaert, H. Boel, F. Debaedts, M. Melchior et J. Wathelet,  
assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,  
l'audience étant présidée par le président E. Gutt,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par requête transmise à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 janvier 1987, le Conseil des Ministres demande à la Cour d'annuler, à l'Annexe I du décret de la Région wallonne du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, les points 2 (« ... ainsi que les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles dont la puissance maximale ne dépasse par 1 KW de durée permanente thermique ») et 3 (« installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs »).

Le décret attaqué a été publié au *Moniteur belge* du 24 janvier 1986.

L'affaire a été inscrite sous le numéro 47 du rôle.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 26 janvier 1987, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1<sup>er</sup>, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de ladite loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 17 février 1987.

Conformément aux articles 59, § 1<sup>er</sup>, et 113 de la même loi organique, les notifications ont été faites par lettres recommandées à la poste le 17 février 1987 et remises aux destinataires les 18 et 19 février 1987.

Par ordonnances des 25 juin 1987 et 7 janvier 1988, la Cour a prorogé respectivement jusqu'au 23 janvier et jusqu'au 23 juillet 1988 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 10 novembre 1987, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 1<sup>er</sup> décembre 1987.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été informés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 10 novembre 1987 et remises aux destinataires le 12 novembre 1987.

L'Exécutif régional wallon a introduit un mémoire le 20 mars 1987.

Le Conseil des Ministres a déposé des conclusions le 14 mai 1987.

L'Exécutif régional wallon a déposé des conclusions le 25 novembre 1987.

A l'audience du 1<sup>er</sup> décembre 1987 :

— ont comparu :

Me M. Mahieu et Me F. Tulkens, avocats du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres; rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

Me E. Orban de Xivry, avocat du barreau de Marche-en-Famenne, pour l'Exécutif régional wallon; avenue des Arts 13-14, 1040 Bruxelles;

— les juges J. Wathelet et H. Boel ont fait rapport;

— Mes Mahieu et Orban de Xivry ont été entendus en leurs plaidoiries;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

III. *En droit*

## Quant au décret attaqué

1. Le décret attaqué a été adopté par le Conseil région wallon le 2 septembre 1985. Il a été sanctionné et promulgué le 11 septembre 1985 et publié au *Moniteur belge* du 24 janvier 1986.

2. Le décret institue, dans la Région wallonne, un système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement (article 3).

L'article 2 dispose :

« La mise en œuvre des procédures prévues par le décret doit avoir principalement pour but :

— de protéger et d'améliorer la qualité du cadre de vie et des conditions de vie de la population, pour lui assurer un environnement sain, sûr et agréable;

— de gérer le milieu de vie et les ressources naturelles de façon à préserver leurs qualités et utiliser rationnellement et judicieusement leurs potentialités;

— d'instaurer entre les besoins humains et le milieu de vie un équilibre qui permette à l'ensemble de la population de jouir durablement d'un cadre et de conditions de vie convenables ».

Il subordonne la délivrance de toute autorisation à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement qu'il prévoit (article 4). Il dispose que toute demande d'autorisation comporte une notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement (article 7). L'Exécutif arrête un système de normes d'évaluation permettant de déterminer les cas où les incidences d'un projet risquent d'être importantes. Les projets visés à l'Annexe I font d'office l'objet d'une étude d'incidences (article 9).

Le point 2, deuxième partie, de l'Annexe I du décret énonce : « (...) ainsi que les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles dont la puissance maximale ne dépasse 1 KW de durée permanente thermique). »

Le point 3 de l'Annexe I du décret porte : « Installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs. »

### 3. L'article 22 du décret énonce :

« Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à la date fixée par l'Exécutif, et au plus tard deux ans après sa publication au *Moniteur belge*. Il ne sera cependant pas applicable aux demandes d'autorisation introduites avant la date d'entrée en vigueur, sauf dans les cas particuliers où l'Exécutif le rend applicable par décision motivée. »

### 4. Quant aux parties

Les parties au litige sont le Conseil des Ministres qui a introduit le recours et l'Exécutif régional wallon qui a déposé un mémoire et des conclusions.

#### Au fond

#### Quant au premier moyen

5.A.1. Dans sa requête, le Conseil des Ministres prend un premier moyen de la violation de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Ce moyen est formulé comme suit : « Violation de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, en ce que le décret du 11 septembre 1985 n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. »

5.A.2. L'Exécutif de la Région wallonne estime dans son mémoire qu'à supposer même que l'article 3, § 1<sup>er</sup>, précité puisse être considéré comme une règle répartitrice de compétence au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique du 26 juin 1963 — quod non —, il y a lieu de relever que cette disposition ne devait pas être appliquée car il ne s'agissait pas d'un projet de décret mais d'une proposition de décret.

5.A.3. Le Conseil des Ministres reconnaît dans ses conclusions le bien-fondé des observations de l'Exécutif régional wallon et déclare renoncer au premier moyen d'annulation.

5B.1. La Cour constate que la partie requérante renonce au premier moyen d'annulation.

#### Quant au deuxième moyen

6.A.1. Le Conseil des Ministres invoque dans un deuxième moyen la violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, points c) et d), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ce moyen est formulé comme suit :

« Violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, points c) et d), qui dispose que :

« Toutefois, les Régions ne sont pas compétentes pour les matières dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en œuvre homogène sur le plan national et en tout cas pour :

- c) le cycle du combustible nucléaire;
- d) les grandes infrastructures de stockage... »

Lors des discussions à la Chambre des Représentants du projet de loi spéciale des réformes institutionnelles, il a été répondu par le Ministre à la question d'un membre visant à savoir si les problèmes de l'environnement, notamment en ce qui concerne les déchets radioactifs, sont de la compétence régionale, que « ... cette matière relève bien de la compétence nationale » (voir document parlementaire n° 627/1979-1980/n° 10 de la séance du 29 juillet 1980, p 84).

Etant donné que la matière est de compétence nationale, le décret du 11.09.1985 ne pouvait prévoir que ses dispositions s'appliquent aux installations visées aux points 2 (pour partie) et 3 de son Annexe I, à savoir :

2. ... les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires...

3. installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs. »

6.A.2. Dans son mémoire, l'Exécutif de la Région wallonne estime que l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, points c) et d), de la loi spéciale est une règle répartitrice de compétence au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique du 26 juin 1963.

6.A.2.a. L'Exécutif régional wallon conteste cependant que la compétence en matière de déchets radioactifs — un des aspects de la matière de l'énergie nucléaire — soit une compétence nationale : il s'agirait d'une compétence concurrente attribuée aux Régions. Il fait observer que le décret n'abroge pas — à tout le moins expressément — de dispositions préexistantes et que l'Annexe I au décret est la reproduction fidèle de l'Annexe I à la directive du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, laquelle est à mettre en rapport avec l'alinéa 1 de l'article 4 de la directive précitée.

6.A.2.b. L'Exécutif régional wallon souligne le fait que le décret organise une procédure qui s'intègre aux procédures de délivrance de certaines autorisations déjà existantes définies à l'article 1<sup>er</sup>, point 4, du décret. Cette disposition énonce : « Autorisation :

- les permis accordés en vertu de la réglementation des établissements, classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, en ce qui concerne la protection des voisins et de l'environnement;
- les permis accordés en vertu des articles 41, 45 et 53 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;
- les actes administratifs, énumérés par l'Exécutif, pris en application des lois, décrets et règlements, décidant de réaliser ou de permettre de réaliser un projet en tout ou en partie. »

6.A.2.c. Concernant le 3<sup>o</sup> de cette définition, l'Exécutif estime que la généralité de ses termes ne permet pas à l'interprète d'en déduire qu'il y aurait violation d'une règle répartitrice de compétences. L'arrêté de l'Exécutif pris sur cette base pourrait, lui, violer pareille règle mais il relève du contrôle du Conseil d'Etat.

6.A.2.d. Concernant le 2<sup>o</sup> de cette définition, l'Exécutif régional wallon invoque l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale qui attribue aux Régions de manière exclusive la compétence de régler la matière de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Il rappelle que la construction d'un établissement nucléaire est soumise non seulement à l'octroi du permis « nucléaire » mais aussi à celui du permis « urbanisme ».

6.A.2.e. Concernant le 1<sup>o</sup> de cette définition, l'Exécutif régional wallon invoque l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale qui attribue de manière exclusive aux Régions la compétence de régler la police, sous ses aspects externes, des établissements dangereux, incommodes et insalubres. Pour apprécier si les établissements nucléaires peuvent être compris dans ces établissements, il convient selon le requérant de déterminer le sens

donné à l'expression : sens restrictif (établissements soumis au titre I<sup>er</sup> du R.G.P.T. avant la loi du 8 août 1980) ou sens usuel. L'Exécutif régional wallon estime que le sens usuel doit être retenu et que les établissements nucléaires, tout comme les dépôts et installations de traitement des déchets toxiques, doivent être compris dans les établissements dangereux, incommodes et insalubres même s'ils sont exclus du champ d'application du titre I<sup>er</sup> du R.G.P.T. et soumis à un régime spécifique.

6.A2.f. L'Exécutif régional wallon estime que l'interprétation donnée n'aboutit pas à vider de sens l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, c et d, où le combustible nucléaire est envisagé comme source d'énergie et non comme établissement dangereux, insalubre ou incommode, ni comme élément d'une politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

6.A3. Dans ses conclusions, le Conseil des Ministres précise le moyen en distinguant : d'une part la violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, c), de la loi spéciale (relatif au cycle du combustible nucléaire) et d'autre part la violation de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, d) (relatif aux infrastructures de stockage).

6.A3.a. Le Conseil des Ministres estime qu'aucune des dispositions invoquées par l'Exécutif régional wallon ne peut justifier la compétence du législateur décentralisé à l'égard des centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires.

6.A3.b. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale, qui confère à la Région la compétence en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, ne peut constituer le fondement d'un décret dont l'objet essentiel est la protection des populations et de l'environnement contre les risques découlant de la création de centrales nucléaires. Pour le Conseil des Ministres, la Région n'est pas compétente « pour poser, à l'octroi d'une autorisation de bâtir une centrale nucléaire, des conditions étrangères à la matière de l'urbanisme ou de l'aménagement du territoire, conditions relevant plutôt de la protection de l'environnement, alors que la Région n'est pas compétente pour ce qui concerne les menaces du nucléaire sur l'environnement ».

6.A3.c. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale, qui confère aux Régions une compétence normative en matière de « police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, sous réserve des dispositions relatives à la protection du travail », ne donne pas compétence aux Régions — selon le Conseil des Ministres — pour réglementer la police externe des établissements nucléaires et des installations de stockage ou d'élimination des déchets radioactifs. Se fondant sur un avis de la section de législation du Conseil d'Etat du 26 septembre 1984 et sur un arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat du 4 avril 1986, le Conseil des Ministres estime que la matière de la protection contre les radiations ionisantes est restée de la compétence de l'Etat. « On ne peut en effet raisonnablement supposer que le législateur spécial aurait, après avoir clairement soustrait à la compétence des Régions l'ensemble du cycle du combustible nucléaire, maintenu la compétence régionale sur la même matière, au titre de la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes ».

6.A3.d. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale, qui donne aux Régions la compétence de régler « la protection de l'environnement, dans le respect des normes légales générales et sectorielles », ne peut pas non plus, selon le Conseil des Ministres, offrir un fondement au décret attaqué. Citant l'arrêt du 4 avril 1986 du Conseil d'Etat, le Conseil des Ministres conclut « que le nucléaire constitue par nature une matière soustraite à la compétence des Régions, y compris en ce qui concerne la protection de l'environnement ».

6.A3.e. Le Conseil des Ministres estime qu'en réalité l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, d, concerne les grandes infrastructures de stockage d'énergie « dès lors qu'il s'insère dans le bloc de compétence VII de l'article 6 de la loi spéciale, bloc de compétence relatif à la « politique de l'énergie ».

Selon le Conseil des Ministres, le point 3 de l'Annexe du décret attaqué ne viole donc pas cette disposition, mais bien l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, c, car « aucune disposition de la loi spéciale ne permet de justifier la compétence régionale en matière de stockage (permanent) ou d'élimination (définitive) des déchets radioactifs ». L'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui confie aux Régions la réglementation de l'enlèvement et du traitement des déchets », sans restriction, ne peut davantage fonder la compétence régionale car il résulte des travaux préparatoires de la loi spéciale que cette compétence « connaît certaines limitations ou exceptions », notamment concernant les déchets radioactifs. Il en va d'ailleurs de même de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 en matière de protection de l'environnement.

6.A3.f. En conclusion, le Conseil des Ministres estime qu'il faut retenir que l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, dernier alinéa, c, de la loi spéciale du 8 août 1980, en tant qu'il vise le « cycle du combustible nucléaire » écarte toute compétence régionale en matière nucléaire, et plus particulièrement toute compétence que l'on prétendrait rattacher aux notions d'aménagement du territoire et de l'urbanisme, de protection de l'environnement, de la police des établissements dangereux, incommodes et insalubres, et enfin de l'enlèvement et du traitement des déchets. »

Le deuxième moyen est donc fondé et doit entraîner l'annulation partielle du décret attaqué.

6.A4. Dans ses conclusions, l'Exécutif de la Région wallonne donne un aperçu des règles déterminatives de compétence qui justifient le décret entrepris.

6.A4.a. L'Exécutif régional wallon invoque en ordre principal l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, et l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale.

6.A4.b. Selon l'Exécutif, l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale (l'urbanisme et l'aménagement du territoire) légitime non seulement le point 2, mais aussi le point 3 de l'annexe du décret entrepris. En fait, le décret a organisé une procédure qui s'intègre à des procédures de délivrance d'autorisations existantes, parmi lesquelles les permis prévus aux articles 41, 45 et 53 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Le Conseil des Ministres reconnaît — toujours selon l'Exécutif — que la Région wallonne est compétente pour délivrer des permis de bâtir en matière d'urbanisme mais estime que l'on ne peut pas attacher à la délivrance d'un permis de bâtir des conditions qui soient étrangères à la matière de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et qui relèvent plutôt de la protection de l'environnement, alors que la Région n'est pas compétente pour ce qui concerne les menaces du nucléaire sur l'environnement. L'Exécutif régional wallon objecte à cela que l'appréciation du Conseil des Ministres méconnaît à la fois la spécificité de la matière de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire et l'objet principal du décret attaqué. La matière de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire est attribuée exclusivement à la compétence des Régions. L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi organique du 29 mars 1962 et l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Code wallon font apparaître que l'aménagement du territoire doit être conçu tant au point de vue économique, social et esthétique que dans le but de conserver intactes les beautés naturelles du pays. L'évaluation des incidences sur l'environnement a d'ailleurs déjà été explicitement inscrite dans les dispositions du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme relatives aux projets de mise en œuvre d'une zone d'extension des loisirs. L'objet du décret attaqué n'est pas d'imposer une nouvelle autorisation en remplace-

ment d'autorisations préexistantes ou qui se surajouterait à des autorisations préexistantes. Il consiste simplement à éclairer davantage — au niveau des aspects relatifs à l'environnement — les autorisations existantes et énumérées de manière plus ou moins précise à l'article 1<sup>er</sup>, point 4, du décret attaqué.

6.A4.c. L'Exécutif régional wallon invoque également l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, pour légitimer les points 2 et 3 de l'annexe I du décret attaqué. La question est de savoir si les termes « la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes » doivent uniquement s'entendre des établissements concernés par le titre I<sup>er</sup> du RGPT ou s'ils recouvrent aussi ceux qui sont soumis à la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers des radiations ionisantes. L'Exécutif se demande si le sens à réserver à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, est le sens usuel ou le sens restreint des établissements qui, à la date du 6 août 1980, figuraient sur la liste du titre I<sup>er</sup> du RGPT. Le Conseil des Ministres se réfère à un avis de la section de législation et à un arrêt de la section d'administration du Conseil d'Etat.

Il ressort de l'arrêt que les établissements nucléaires sont soustraits à l'application du titre I<sup>er</sup> du RGPT et ne sont donc pas des établissements dangereux, insalubres ou incommodes au sens de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>. L'Exécutif régional wallon ne partage pas cette interprétation mais considère au contraire qu'en l'absence de restrictions expresses dans les dispositions de la loi spéciale, les termes de cette loi doivent être interprétés selon leur sens commun. Peut-on considérer une centrale nucléaire comme un établissement dont l'implantation présente certains dangers? Pour l'Exécutif, la réponse semble évidente et par conséquent, les Régions sont compétentes.

6.A4.d. L'Exécutif examine alors la question de savoir ce qu'il faut entendre par le terme « cycle du combustible nucléaire », matière qui, en termes d'exception, est réservée à l'Etat par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, alinéa 2, c. Cette disposition figure sous l'intitulé « la politique de l'énergie ». Le cycle du combustible nucléaire n'y est envisagé ni sous l'angle des établissements incommodes, ni en tant qu'élément de l'aménagement du territoire. Si on suivait jusqu'au bout l'argumentation du Conseil d'Etat invoquée par le Conseil des Ministres, on devrait exclure toute compétence régionale en matière d'environnement lorsqu'elle touche, de près ou de loin, à l'énergie nucléaire. L'Exécutif souligne que sa façon de voir est conforme aux principes d'interprétation des règles répartitrices de compétence. Chaque disposition de la loi spéciale doit avoir un sens et, dans un bloc de compétences transféré, le principe de la compétence résiduaire doit être inversé. Le pouvoir résiduel appartient alors à la Communauté ou à la Région, et l'exception doit être interprétée restrictivement, sinon le principe du bloc de compétences est ruiné.

6.A4.e. L'Exécutif invoque, à titre subsidiaire, l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, et l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale à titre de justification du décret entrepris.

6.A4.f. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale établit la compétence de principe des Régions en matière d'environnement. Cette disposition présente de la sorte un caractère supplétif par rapport aux autres subdivisions du bloc de compétences ou d'autres blocs de compétences.

Se référant à l'article 2 du décret incriminé, qui en définit l'objet, l'Exécutif démontre qu'il s'attache essentiellement à assurer une meilleure protection de l'environnement. La directive CEE du 27 juin 1985, que le décret vise à traduire dans le droit régional, repose d'ailleurs sur les programmes d'action successifs de la Communauté européenne en matière d'environnement. L'Exécutif cite ensuite les conclusions du Conseil des Ministres dans lesquelles l'arrêt susvisé du Conseil d'Etat est évoqué. Selon cet arrêt, la compétence des Régions en matière d'environnement n'est pas circonscrite aux matières qui sont réglées par les lois qui avaient été mentionnées au cours des travaux préparatoires de la loi spéciale.

Le Conseil d'Etat avait néanmoins souligné qu'il n'en demeure pas moins que la loi du 29 mars 1958 n'a jamais été citée parmi les lois ayant trait aux matières régionales. Cette interprétation n'est pas partagée par l'Exécutif, car elle aboutirait à exclure en même temps de la compétence régionale toute forme de pollution nouvelle qui n'aurait pas encore été identifiée en 1980. L'Exécutif attire l'attention sur le fait que d'autres avis du Conseil d'Etat lui donnent raison.

6.A4.g. Enfin, l'Exécutif invoque l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, de la loi spéciale pour justifier le point 3 de l'annexe I du décret attaqué. L'Exécutif considère que la compétence en matière d'enlèvement et de traitement des déchets s'étend également aux déchets radioactifs. Les termes « enlèvement et traitement des déchets » visent également le stockage des déchets, ainsi qu'il ressort des travaux préparatoires de la loi spéciale.

6.B.1. Le décret du 11 septembre 1985 institue, dans la Région wallonne, un système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement. L'évaluation des incidences sur l'environnement a pour but de garantir qu'avant qu'une autorisation soit donnée pour la réalisation d'un projet, il soit tenu compte lorsqu'il s'agit de prendre une décision, des conséquences de ce projet sur l'environnement.

L'article 4 du décret subordonne la délivrance de toute autorisation à la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement prévu par le décret sous peine de nullité de l'autorisation (article 5). Il prévoit également, si plusieurs autorisations sont requises, un seul système d'évaluation des incidences, « pour autant qu'il soit relatif à tous les aspects des autorisations indispensables à la bonne fin du projet ».

6.B.2. L'article 1<sup>er</sup>, 4, définit les autorisations visées :

- les permis accordés en vertu de la réglementation des établissements, classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, en ce qui concerne la protection des voisins et de l'environnement;
- les permis accordés en vertu des articles 41, 45 et 53 du Code wallon de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;
- les actes administratifs, énumérés par l'Exécutif, pris en application des lois, décrets et règlements, décidant de réaliser ou de permettre de réaliser un projet en tout ou partie.

6.B.3. Aux termes de l'article 9, les projets visés à l'annexe I font d'office l'objet d'une étude d'incidences. L'annexe I mentionne notamment :

« 2. ... les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation de matières fissiles et fertiles dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 KW de durée permanente thermique).

3. Installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs. »

Ce passage de l'annexe I constitue la disposition attaquée.

L'étude doit être établie par des experts agréés à cet effet par l'Exécutif de la Région wallonne (article 1<sup>er</sup>, 7). Les exigences concernant le contenu de l'étude doivent être fixées par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation (article 13), compte tenu de ce qui est prescrit à l'article 14.

Les frais en sont supportés par le demandeur (article 12, § 1<sup>er</sup>). Le résumé non technique est publié et est soumis à une enquête publique (articles 15 et 16). L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation doit motiver sa décision, compte tenu des incidences du projet sur l'environnement et des objectifs poursuivis par le décret. (articles 6 et 17).

6.B4. La question qui est posée à la Cour par le recours en annulation peut être formulée comme suit : dès lors que l'objet du décret est d'organiser l'évaluation des incidences sur l'environnement et que ces incidences sont définies par « les effets directs ou indirects, à court, moyen et long terme d'un projet sur l'environnement », le décret pouvait-il inclure, parmi les projets soumis aux procédures qu'il organise « en vue de la prise en considération comme élément de décision » préalable à toute autorisation, ceux qui sont visés aux points 2 et 3 de l'annexe I ?

6.B5. Les points 2 et 3 de l'annexe I concernent, d'une part, les projets relatifs aux « centrales thermiques et autres installations ... ainsi que les centrales nucléaires... » (point 2) et, d'autre part, les installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement les déchets radioactifs.

6.B6. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, de la loi spéciale dispose :

« VII. En ce qui concerne la politique de l'énergie :

Les aspects régionaux de l'énergie, et en tout cas :

a) La distribution d'électricité au moyen de réseaux dont la tension nominale est inférieure à 30 000 volts, conformément aux règles de comptabilisation du Comité de contrôle de l'électricité et du gaz;

b) La distribution publique du gaz, telle qu'elle est définie à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 2 avril 1965 relative au transport des produits gazeux;

c) L'utilisation du grisou et du gaz de hauts fourneaux;

d) Les réseaux de distribution de chaleur à distance;

e) La valorisation des terrils;

f) Les sources nouvelles d'énergie chaque fois qu'elles présentent un intérêt local ou constituent le prolongement de recherches industrielles relevant de la compétence régionale;

g) La récupération d'énergie par les industries et autres utilisateurs.

Toutefois, les Régions ne sont pas compétentes pour les matières dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en œuvre homogène sur le plan national et en tout cas pour :

a) L'utilisation rationnelle de l'énergie;

b) Le plan d'équipement national du secteur de l'électricité;

c) Le cycle du combustible nucléaire;

d) Les grandes infrastructures de stockage; la production, en ce compris les mines, le transport et la distribution;

e) Les tarifs. »

Il résulte de cet article que la Région est compétente pour les aspects régionaux de l'énergie mais que cette compétence est exclue dès lors qu'il s'agit de « matières dont l'indivisibilité technique et économique requiert une mise en œuvre homogène sur le plan national et en tout cas pour : c) le cycle du combustible nucléaire. »

Le cycle du combustible nucléaire comprenant toutes les opérations à partir de l'extraction du minerai d'uranium jusqu'à l'élimination définitive des déchets radioactifs, on doit considérer que les points 2 et 3 de l'annexe I du décret du 11 septembre 1985 sont des matières dont l'indivisibilité technique et économique implique la compétence de l'Etat déterminée par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII in fine de la loi spéciale.

6.B7. Par décret du 11 septembre 1985, le législateur décreta wallon entend imposer des obligations, dictées par le souci de protection de l'environnement, aux demandeurs de l'autorisation, d'une part, et à l'autorité chargée de statuer sur celle-ci, d'autre part. La Région modifie ainsi les règles qui déterminent la procédure d'octroi des autorisations.

La Région wallonne n'est compétente pour régler la procédure qu'elle instaure que pour autant qu'elle le fasse dans des matières pour lesquelles elle est compétente et à l'égard des autorités qui relèvent d'elle. Elle ne peut imposer le respect de cette procédure à des autorités nationales dont la compétence d'agir — en ce compris les règles de procédure qui encadrent cette action — ne peut être déterminée que par l'Etat.

6.B8. Il convient donc de rechercher si les autorités régionales détiennent, en dehors de la compétence de l'Etat d'autoriser les installations visées aux points 2 et 3 de l'annexe I du décret, une compétence découlant de leurs compétences propres pour accorder des autorisations relatives aux centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, d'une part, et aux installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs, d'autre part.

6.B9. Cette recherche implique qu'il soit procédé successivement à l'examen des compétences visées :

a) à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, en vertu duquel les Régions règlent « la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, sous réserve des dispositions relatives à la protection du travail »;

b) à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, qui attribue aux Régions la compétence de régler « l'enlèvement et le traitement des déchets ».

Ces dispositions figurent dans la loi spéciale sous la rubrique « En ce qui concerne l'environnement » et il importe, dès lors, de vérifier :

1<sup>o</sup> si les installations nucléaires et les installations assurant le stockage ou l'élimination des déchets radioactifs s'intègrent ou non dans la notion d'établissements dangereux, insalubres et incommodes, au sens de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> si la notion « l'enlèvement et le traitement » de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, inclut — ou non — le stockage ou l'élimination (définitive) de déchets radioactifs.

6.B10. Aux termes de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 3<sup>o</sup>, les Régions sont compétentes pour régler « la police des établissements dangereux, insalubres et incommodes, sous réserve des dispositions relatives à la protection du travail ». Les Régions se sont ainsi vu attribuer la compétence relative à la police « externe » des établissements dangereux, insalubres et incommodes. Pour préciser cette notion d'établissements dangereux, incommodes et insalubres, les travaux préparatoires de la loi spéciale renvoient au titre 1<sup>er</sup> du Règlement général pour la protection du travail. Cela ne signifie pas que la compétence des Régions se limiterait aux établissements qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 8 août 1980, étaient repris au chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du R.G.P.T. Les Régions peuvent modifier ces dispositions en en soustrayant des types d'établissements ou en y incluant de nouveaux. Il faut néanmoins constater que le législateur spécial n'a pas voulu inclure dans ces établissements, les établissements visés par le chapitre II de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes. Il n'a, en effet, pas voulu que la protection contre les radiations ionisantes qui comprend pour partie la protection de l'environnement soit scindée, dans le régime des autorisations, entre plusieurs autorités. Incompétente pour accorder l'autorisation d'exploitation des établissements nucléaires, la Région ne peut donc en déterminer la procédure, ne fût-ce que dans un de ses éléments.

6.B.11. Aux termes de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 2<sup>o</sup>, les Régions sont compétentes pour régler « l'enlèvement et le traitement des déchets ». Cette disposition permet aux Régions de soumettre à autorisation les établissements de traitement de déchets, à l'exception cependant de ceux qui stockent ou traitent des déchets radioactifs. Le législateur spécial n'a, en effet, pas confié aux Régions, sauf à titre supplétif, la compétence d'édicter des normes en matière de déchets radioactifs car il n'a pas voulu soustraire au législateur national la protection contre les radiations ionisantes. Cette compétence supplétive n'inclut pas la compétence d'autoriser des installations de stockage et de traitement des déchets radioactifs vu la compétence indivisible de l'Etat d'accorder l'autorisation au regard de l'ensemble des intérêts à prendre en compte en vue de la protection contre les radiations ionisantes. Incompétente pour accorder l'autorisation d'exploitation, la Région ne peut imposer aux autorités nationales compétentes pour accorder cette autorisation une procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement. Il appartiendra à l'Etat, en exécution de la directive 85/337/C.E.E. du 27 juin 1985 de déterminer les modalités de cette procédure.

6.B.12.a. Aux termes de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>, les Régions sont compétentes pour régler « la protection de l'environnement dans le respect des normes légales, générales et sectorielles ».

6.B.12.b. La compétence de protection de l'environnement ne peut justifier, à l'égard des points 2 et 3 de l'annexe I du décret, la généralité des dispositions de celui-ci quant aux autorisations qu'il vise. La Région n'est pas compétente pour régler des procédures d'autorisations à accorder par l'Etat.

6.B.12.c. Aux termes de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, les Régions sont compétentes pour régler l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Cette attribution de compétence ne connaît pas d'exception, en sorte que les Régions sont également compétentes pour octroyer les permis de bâtir de centrales nucléaires et d'installations de traitement de déchets radioactifs et pour déterminer la procédure d'octroi de ces permis. Le permis de bâtir est une des autorisations définies par la directive 85/337/CEE (« décision de l'autorité ou des autorités compétentes qui ouvre le droit du maître de l'ouvrage de réaliser le projet » — article 1<sup>er</sup> de la directive) qui appelle en l'espèce une évaluation des incidences sur l'environnement.

La Région peut dès lors soumettre les projets visés aux points 2 et 3 de l'Annexe I du décret à une étude préalable des incidences sur l'environnement, limitée en l'espèce aux objectifs de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Pareille étude ne peut s'étendre aux incidences sur l'environnement que l'Etat doit lui-même prendre en considération pour, le cas échéant, autoriser pareil projet. En toute hypothèse, la Région ne peut concevoir l'urbanisme et l'aménagement du territoire de manière telle qu'il serait impraticable pour l'Etat de conduire une politique efficace dans les matières qui relèvent de sa compétence.

#### Quant au troisième moyen

7.A.1. Dans sa requête, le Conseil des Ministres invoque un troisième moyen formulé comme suit :

« Violation de la loi du 29 mars 1958, relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, notamment son article 2, et des articles 3, 5, 6 et 7 de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, pris en application de la loi précitée.

L'article 2 de la loi du 29 mars 1958 autorise le Roi à soumettre à des conditions ayant pour objet la protection de la santé de la population et de l'environnement... la production, la fabrication, la détention... de substances capables d'émettre des radiations ionisantes. Il peut également réglementer à cette même fin, l'élimination et l'évacuation des substances radioactives.

Cette compétence est restée nationale (voir comme exposé au deuxième moyen).

Le règlement général du 28 février 1963 précité, pris en application de cette loi, est lui aussi resté de la compétence nationale.

En citant ces projets en son Annexe 1, points 2 (centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires...) et 3 (installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs), le décret du 11 septembre 1985 modifie implicitement la procédure d'autorisation des établissements précités, fixés par l'arrêté royal du 28 février 1963 (voir l'exposé des faits).

Le Conseil d'Etat a maintes fois confirmé, notamment en son avis n<sup>o</sup> L 16.269/9 concernant un projet de décret visant à créer un institut régional de contrôle des installations nucléaires, le principe de l'autonomie respective de l'Etat, des Communautés, et des Régions qui s'oppose à ce qu'un décret impose à l'autorité nationale des éléments de la procédure qu'elle doit suivre pour autoriser une centrale nucléaire ou un dépôt de déchets radioactifs.

Les dispositions du décret du 11 septembre 1985 en tant qu'elles réfèrent aux projets cités à l'Annexe I, points 2 et 3 susvisés, excèdent dès lors la compétence de l'autorité régionale. »

7.A.2. L'Exécutif de la Région wallonne soutient dans son mémoire que les dispositions dont la violation est invoquée au troisième moyen ne sont pas des règles répartitrices de compétences. Il estime en effet que de cette manière toutes les normes juridiques seraient des règles répartitrices de compétence, ce qui n'est pas le cas.

7.A.3. Dans ses conclusions, le Conseil des Ministres estime que l'observation de l'Exécutif régional wallon est fondée. En réalité, le grief qui consiste à reprocher au législateur décentralisé d'avoir réglé une matière échappant à sa compétence est le grief qui fait l'objet du deuxième moyen. Le Conseil des Ministres déclare dès lors renoncer au troisième moyen.

7.B. La Cour constate que la partie requérante renonce au troisième moyen d'annulation.

Par ces motifs,

La Cour,

annule à l'annexe I du décret de la Région wallonne du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, au point 2 les mots « ainsi que les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche de la production et la transformation des matières fissiles et fertiles dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 KW de durée permanente thermique) » et le point 3 « Installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs » dans la mesure où le système d'évaluation instauré par le décret est susceptible d'être rendu applicable, relativement à de telles installations, aux autorisations relevant de l'Etat.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 24 mai 1988.

Le greffier,  
(Signé) H. Van Der Zwalmen.

Le président,  
(Signé) E. Gutt.

## ABITRAGEHOF

N. 88 — 1140

Arrest nr 54

Rolnummer : 47

*In zake* : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit : de voorzitters E. Gutt en J. Delva,

de rechters K. Blanckaert, H. Boel, F. Debaedts, M. Melchior en J. Wathelet,

bijgestaan door de griffier H. Van Der Zwalmen,

onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt,

wijst na beraad het volgende arrest :

**I. Onderwerp van de vordering**

Bij verzoekschrift aan het Hof toegezonden bij aangetekend schrijven ter post afgegeven op 23 januari 1987, vordert de Ministerraad de vernietiging, van de punten 2 (« ... alsmede de kerncentrales en andere kernreactoren, met uitzondering van de researchinstallaties voor de produktie en omzetting van splijtbare stoffen en splijtgrondstoffen waarvan het maximum vermogen een waarde van 1 kW permanente thermische duur niet overschrijdt » en 3 (« installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen » in Bijlage I van het decreet van het Waalse Gewest van 11 september 1985 tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest.

Het aangevochten decreet is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1986.

De zaak werd ingeschreven onder nr. 47 van de rol.

**II. De rechtspleging**

Bij beschikking van 26 januari 1987 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bij artikel 58 van voormelde organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 17 februari 1987.

Conform de artikelen 59, § 1, en 113 van dezelfde organieke wet zijn de kennisgevingen van het beroep verricht bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 17 februari 1987 en aan de geadresseerden ter hand gesteld op 18 en 19 februari 1987.

Bij beschikkingen van 25 juni 1987 en 7 januari 1988 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden uitgesproken, respectievelijk tot 23 januari en 23 juli 1988 verlengd.

Bij beschikking van 10 november 1987 heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid is om te worden gepleit en heeft het de datum van de terechtzitting op 1 december 1987 vastgesteld.

Van die beschikking is kennis gegeven aan de partijen, die evenals hun advocaten op de hoogte zijn gebracht van de vaststelling bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 10 november 1987, en de geadresseerden ter hand gesteld op 12 november 1987;

De Waalse Gewestexecutieve heeft op 20 maart 1987 een memorie ingediend.

De Ministerraad heeft op 14 mei 1987 een conclusie neergelegd.

De Waalse Gewestexecutieve heeft op 25 november 1987 een conclusie neergelegd.

Ter terechtzitting van 1 december 1987 :

— zijn verschenen :

Mr. M. Mahieu en Mr. F. Tulkens, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

Mr. E. Orban de Xivry, advocaat bij de balie te Marche-en-Famenne, voor de Waalse Gewestexecutieve;

— hebben de rechters Wathelet en Boel verslag uitgebracht;

— zijn advocaten Mahieu en Orban de Xivry gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de bepalingen van artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

**III. In rechte****Over het bestreden decreet**

1. Het bestreden decreet werd door de Waalse Gewestraad op 2 september 1985 aangenomen, het werd op 11 september 1985 bekrachtigd en afgekondigd en het werd op 24 januari 1986 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

2. Het decreet stelt in het Waalse Gewest een systeem in van waardering van de weerslagen van projecten op het milieu (artikel 3).

Artikel 2 bepaalt :

« De aanwending van de door dit decreet voorziene werk- en handelswijze, moet voornamelijk als doel hebben :

— het beschermen en verbeteren van de hoedanigheid van het leefklimaat en de levensomstandigheden van de bevolking om haar een gezond, veilig en aangenaam leefmilieu te verschaffen;

— het beheren van het leefmilieu en de natuurlijke rijkdommen en hulpbronnen op een dusdanige wijze dat hun hoedanigheden veilig gesteld en hun potentiële mogelijkheden rationeel en oordeelkundig gebruikt worden;

— het instellen tussen de behoeften van de mens en het leefklimaat van een evenwicht waardoor de gehele bevolking duurzaam een leefmilieu en levensomstandigheden van behoorlijke aard kan genieten. »

Het onderwerpt de aflevering van iedere vergunning aan de voorwaarde dat vooraf toepassing is gemaakt van dit systeem (artikel 4).

Iedere vergunningsaanvraag moet vergezeld zijn van een milieueffectnota (artikel 7). De Executieve stelt een systeem van evaluatiecriteria vast, dat moet toelaten te bepalen in welke gevallen de effecten van het project belangrijk kunnen zijn. De projecten opgenomen in bijlage I van het decreet zijn evenwel van rechtswege onderworpen aan de verplichting tot het opstellen van een milieueffectstudie (artikel 9).



Punt 2, tweede deel, van de bijlage I van het decreet luidt als volgt : « (...) alsmede de kerncentrales en andere kernreactoren (met uitzondering van de researchinstallaties voor de produktie en omzetting van de splijtbare stoffen en splijtgrondstoffen waarvan het maximum vermogen een waarde van 1 kW permanente thermische duur niet overschrijdt) ».

Punt 3 van de bijlage I van het decreet luidt als volgt :

« Installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen (lees : verwijderen) van radioactieve afvalstoffen ».

3. Artikel 22 van het decreet bepaalt :

« De bepalingen van onderhavige verordening (lees : onderhavig decreet) worden op de door de Deelregering (lees : Executieve) vastgestelde datum van kracht en ten laatste 2 jaar na haar (lees : zijn) publikatie in het *Belgisch Staatsblad*. Dit decreet zal evenwel niet van toepassing zijn op de aanvragen voor een machtiging die vóór de datum van het van kracht worden, werden ingediend, behoudens in de bijzondere gevallen waarin de Executieve deze verordening (lees : dit decreet) aan de hand van een met beweegredenen omkleed besluit van toepassing maakt (lees : verklaart) ».

4. Over de partijen

De partijen in het geschil zijn de Ministerraad die het beroep heeft ingesteld en de Waalse Gewestexecutieve die een memorie en conclusies heeft ingediend.

Ten gronde

Over het eerste middel

5.A.1. In zijn verzoekschrift voert de Ministerraad als eerste middel de schending aan van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Dat middel is als volgt gesteld :

« Schending van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, doordat het decreet van 11 september 1985 niet om advies aan de Raad van State is voorgelegd ».

5.A.2. De Executieve van het Waalse Gewest is in haar memorie van oordeel dat, zelfs in de onderstelling dat voormeld artikel 3, § 1, als een bevoegdheidsbepalende regel in de zin van artikel 1 van de organieke wet van 28 juni 1983 aan te merken is — quod non —, dient te worden opgemerkt dat die bepaling in casu niet van toepassing was, het een voorstel van decreet en geen ontwerp van decreet betrof.

5.A.3. De Ministerraad erkent in zijn conclusie de gegrondheid van de opmerkingen van de Executieve van het Waalse Gewest en verklaart afstand te doen van het eerste middel.

5.B.1. Het Hof stelt vast dat de verzoekende partij afstand doet van het eerste middel tot vernietiging.

Over het tweede middel

6.A.1. De Ministerraad voert als tweede middel aan dat het decreet artikel 6, § 1, VIII, laatste lid, punten c en d van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming der instellingen, schendt.

Dat middel is als volgt gesteld :

« Schending van artikel 6, § 1, VII, laatste lid, punt c en d, dat bepaalt :

« De Gewesten zijn echter niet bevoegd voor de aangelegenheden die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven, en in ieder geval niet voor :

c) de kernbrandstofcyclus;

d) de grote infrastructuur voor de stockering ... »

Bij de bespreking in de Kamer van volksvertegenwoordigers van het ontwerp van bijzondere wet tot hervorming der instellingen antwoordde de Minister op vraag van een lid dat wou weten of de problemen van leefmilieu, met name wat de radioactieve afvalstoffen betreft, tot de regionale bevoegdheden behoren, dat « ... deze aangelegenheid wel degelijk tot de nationale bevoegdheid behoort » (Zie Parlementair Stuk nr. 627/1979-80/nr. 10 van de vergadering van 29 juli 1980, p. 84).

Daar die aangelegenheid tot de nationale bevoegdheid behoort, mocht het decreet van 11 september 1985 niet voorschrijven dat die bepalingen van toepassing zijn op de in punt 2 (gedeeltelijk) en 3 van Bijlage I bedoelde instanties, namelijk :

2. ... kerncentrales en andere kernreactoren ...

3. installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen. »

6.A.2. In haar memorie is de Executieve van het Waalse Gewest van oordeel dat artikel 6, § 1, VII, laatste lid, punten c en d van de bijzondere wet een bevoegdheidsbepalende regel is in de zin van artikel 1 van de organieke wet van 28 juni 1983.

6.A.2.a. De Executieve van het Waalse Gewest betwist evenwel dat de bevoegdheid op het vlak van de radioactieve afvalstoffen — één van de aspecten van de aangelegenheid kernenergie — nationaal is; het zou om een aan de Gewesten toegewezen concurrerende bevoegdheid gaan. De Executieve merkt op dat het decreet geen reeds bestaande bepalingen — althans niet uitdrukkelijk — opheft en dat Bijlage I bij het decreet de getrouwe weergave is van Bijlage I bij de E.E.G.-richtlijn van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, die in verband moet worden gebracht met artikel 4, eerste lid, van voormelde richtlijn.

6.A.2.b. De Executieve drukt op het feit dat het decreet een procedure organiseert in de lijn van de procedures voor de afgifte van bepaalde, reeds bestaande, vergunningen, omschreven in artikel 1, punt 4, van het decreet. Die bepaling luidt als volgt :

« Machtiging :

1<sup>o</sup> de vergunningen die werden toegekend krachtens de reglementering van de als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde inrichtingen voor wat de bescherming van de burens en het leefmilieu betreft;

2<sup>o</sup> de vergunningen die werden toegekend krachtens de artikelen 41, 45, 53 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw;

3<sup>o</sup> de door de Executieve opgesomde bestuurlijke akten, genomen in toepassing van wetten, decreten en reglementen waarbij besloten wordt een ontwerp geheel of gedeeltelijk, te verwezenlijken of toestemming te verlenen om dit te verwezenlijken. »

6.A.2.c. Betreffende punt 3<sup>o</sup> van die definitie is de Executieve van oordeel dat de algemeenheid van de bewoordingen geen interpretatie toestaat als zou een bevoegdheidsverdelende regel geschonden zijn. Het op die grondslag uitgevaardigde besluit van de Executieve zou van zijn kant wel een dergelijke regel kunnen schenden, maar controle daarvan komt aan de Raad van State toe.

6.A.2.d. Voor punt 2<sup>o</sup> van die definitie beroept de Executieve zich op artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet, dat bij uitsluiting aan de Gewesten de bevoegdheid toekent tot het regelen van de aangelegenheid stedebouw en ruimtelijke ordening. De Executieve onderstreept dat de bouw van een kerninstallatie niet alleen aan het verlenen van een « nucleaire » vergunning, maar ook aan een vergunning « stedebouw » onderworpen is.



6.A2.e. Betreffende punt 1<sup>o</sup> van de definitie laat de Executieve artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>, van de bijzondere wet gelden, dat bij uitsluiting aan de Gewesten de bevoegdheid verleent om de externe aspecten van de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven te regelen. Bij de beoordeling van de vraag of kerninstallaties in die bedrijven inbegrepen kunnen zijn, moet volgens verzoeker worden uitgemaakt of de uitdrukking een beperkte (bedrijven onderworpen aan titel I van het A.R.A.B. vóór de wet van 8 augustus 1980), dan wel een gebruikelijke betekenis heeft. De Executieve oordeelt dat de gebruikelijke betekenis moet worden aangenomen en dat kerninstallaties, evenals opslagplaatsen en installaties voor de verwerking van giftige afvalstoffen, tot de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke bedrijven moeten worden gerekend, zelfs al vallen ze buiten de toepassingsfeer van titel I van het A.R.A.B. en al zijn ze aan een specifieke regeling onderworpen.

6.A2.f. De Executieve oordeelt dat een dergelijke interpretatie van artikel 6, § 1, VII, laatste lid, c en d, — waar kernbrandstof als energiebron en niet als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk bedrijf of als onderdeel van een beleid van stedenbouw en ruimtelijke ordening wordt opgevat — niet zinledig maakt.

6.A3. In zijn conclusie preciseerd de Ministerraad het middel en maakt hij een onderscheid tussen : enerzijds schending van artikel 6, § 1, VII, laatste lid, c, van de bijzondere wet (in verband met de kernbrandstofcyclus) en anderzijds schending van artikel 6, § 1, VII, laatste lid, d, (in verband met de opslaginfrastructuur).

6.A3.a. De Ministerraad is van mening dat geen van de door de Waalse Gewestexecutieve aangevoerde bepalingen de bevoegdheid van de decreetgever ten opzichte van kerncentrales en andere kernreactoren kan verantwoordelijk maken.

6.A3.b. Artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet, dat aan het Gewest bevoegdheid verleent voor de stedenbouw en ruimtelijke ordening, kan niet als rechtsgrond gelden voor een decreet dat tot hoofddoel heeft de bevolking en het leefmilieu te vrijwaren voor de risico's die de oprichting van kerncentrales oplevert.

Het Gewest is volgens de Ministerraad niet bevoegd om aan de toekenning van een bouwvergunning voor een kerncentrale voorwaarden te verbinden die niets hebben uit te staan met de aangelegenheid stedenbouw of ruimtelijke ordening — voorwaarden die veeleer onder de bescherming van het leefmilieu vallen — terwijl het Gewest niet bevoegd is wat de gevaren van kernenergie voor het leefmilieu betreft.

6.A3.c. Artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>, van de bijzondere wet, dat aan de Gewesten een normatieve bevoegdheid verleent inzake « de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, onder voorbehoud van de bepalingen die betrekking hebben op de arbeidsbescherming » maakt de Gewesten volgens de Ministerraad niet bevoegd tot het regelen van de externe politie van kerninstallaties en installaties voor het opslaan of verwijderen van radioactieve afvalstoffen. Op grond van een advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State van 28 september 1984 en van een arrest van de afdeling administratie van de Raad van State van 4 april 1986, is de Ministerraad van oordeel dat de aangelegenheid van de bescherming tegen ioniserende stralingen tot de bevoegdheid van de Staat is blijven behoren.

Naar redelijkheid kan immers niet worden verondersteld dat de bijzondere wetgever, na onmiskenbaar de hele kernbrandstofcyclus aan de bevoegdheid van de Gewesten te hebben onttrokken, de gewestelijke bevoegdheid voor dezelfde materie zou hebben gehandhaafd op het stuk van de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven.

6.A3.d. Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet, dat aan de Gewesten de bevoegdheid geeft tot het regelen van « de bescherming van het leefmilieu, met eerbiediging van de wettelijke, algemene en sectorieële normen » kan volgens de Ministerraad evenmin ten grondslag liggen aan het bestreden decreet. Aan de hand van het arrest van 4 april 1986 van de Raad van State concludeert de Ministerraad dat kernenergie uiteraard een aangelegenheid is die onder alle aspecten aan de bevoegdheid van de Gewesten is onttrokken, met inbegrip van wat de bescherming van het leefmilieu betreft.

6.A3.e. De Ministerraad is van oordeel dat artikel 6, § 1, VII, laatste lid, d, in werkelijkheid slaat op de grote infrastructuur voor de opslag van energie, daar het deel uitmaakt van bevoegdheidspakket VII in artikel 6 van de bijzondere wet, betreffende « het energiebeleid ».

Daarom, aldus de Ministerraad, schendt punt 3 van de Bijlage van het bestreden decreet niet die bepaling, maar wel artikel 6, § 1, VII, laatste lid, c. Door geen enkele bepaling van de bijzondere wet kan immers de gewestelijke bevoegdheid inzake het (permanent) opslaan of het (definitief) opruimen van radioactieve afvalstoffen worden gewettigd. Artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat aan de Gewesten zonder beperking het regelen opdraagt van de « ophaling en verwerking van afvalstoffen », kan evenmin aan de gewestelijke bevoegdheid ten grondslag liggen, want blijkens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet kent die bevoegdheid « enkele beperkingen of uitzonderingen », met name wat betreft de radioactieve afvalstoffen. Hetzelfde geldt trouwens voor artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 inzake de bescherming van het leefmilieu.

6.A3.f. De Ministerraad besluit als volgt : « onthouden moet worden dat, voor zover artikel 6, § 1, VII, laatste lid, c, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de « kernbrandstofcyclus » beoogt, een bevoegdheid van het Gewest op kerngebied uitgesloten is, inzonderheid een bevoegdheid die men zou willen verbinden aan de begrippen stedenbouw en ruimtelijke ordening, bescherming van het leefmilieu, politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, en ten slotte de ophaling en verwerking van afvalstoffen. »

Het tweede middel is dus gegrond en moet de gedeeltelijke vernietiging van het aangevochten decreet met zich brengen.

6.A4. In haar conclusie geeft de Executieve van het Waalse Gewest een overzicht van de bevoegdheidsbepalingen die het bestreden decreet verantwoordt.

6.A4.a. In hoofdorde roept de Executieve van het Waalse Gewest de artikelen 6, § 1, I, 1<sup>o</sup> en artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup> van de bijzondere wet in.

6.A4.b. Artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup> van de bijzondere wet (de stedenbouw en de ruimtelijke ordening) houdt volgens de Executieve niet enkel een verantwoording in van punt 2, maar ook van punt 3 van de bijlage van het bestreden decreet. In feite heeft het decreet immers een procedure georganiseerd die geïntegreerd is in de bestaande vergunningssystemen, waaronder de vergunningen bedoeld in de artikelen 41, 45 en 53 van het Waalse Wetboek op de ruimtelijke ordening en de stedenbouw. De Ministerraad geeft toe, aldus nog de Executieve, dat het Waalse Gewest bevoegd is voor het afgeven van bouwvergunningen inzake stedenbouw maar oordeelt dat aan het afgeven van een bouwvergunning geen voorwaarden verbonden worden die vreemd zijn aan de materie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw en die eerder behoren tot de bescherming van het leefmilieu, terwijl het Gewest niet bevoegd is voor wat betrekking heeft op de bedreiging die de kernenergie oplevert voor het leefmilieu.

De Waalse Gewestexecutieve stelt hier tegenover dat die redenering zowel de specificiteit van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, als het werkelijk onderwerp van het bestreden decreet, miskent. De materie van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw is op exclusieve wijze overgedragen aan de Gewesten.

Uit artikel 1, tweede lid van de organieke wet van 29 maart 1962 en artikel 1, tweede lid van het Waalse Wetboek blijkt dat de ruimtelijke ordening zowel uit economisch, sociaal als esthetisch oogpunt, als met het oog op de ongereptheid van 's lands natuurschoon, moet worden geconcentreerd. De milieu-effectbeoordeling is overigens reeds expliciet voorzien in de Waalse Code op de ruimtelijke ordening en de stedenbouw inzake de plannen voor de uitbreiding van vrijetijdzones. Het bestreden decreet strekt er niet toe een nieuwe vergunning in te stellen ter vervanging van bestaande vergunningen, noch bijkomende voorwaarden op te leggen. Het decreet beoogt enkel de overheden die de bestaande vergunningen afleveren en die op min of meer precieze wijze worden opgesomd in artikel 1, punt 4, van het bestreden decreet, voor te lichten over de milieuaspecten.

6.A4.c. De Waalse Gewestexecutieve beroept zich vervolgens op artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>, ter verantwoording van de punten 2 en 3 van de bijlage I van het bestreden decreet. De vraag is of met de termen « de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven », enkel die worden bedoeld welke zijn vermeld in titel I van het A.R.A.B. of ook die waarvan melding in de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de gevaren van ioniserende stralingen. Dient aan artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>, de gewone betekenis te worden gegeven of worden hiermee enkel de inrichtingen bedoeld die op 8 augustus 1980 voorkwamen op de lijst van titel I van het A.R.A.B., zo vraagt de Executieve zich af. De Ministerraad verwijst naar een advies van de Afdeling Wetgeving en een arrest van de Afdeling Administratie van de Raad van State. Blijkens dat arrest zijn de inrichtingen voor kernenergie niet opgenomen in titel I van het A.R.A.B. en zijn het derhalve geen gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen als bedoeld in artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>. De Waalse Gewestexecutieve valt die interpretatie niet bij, maar stelt dat bij gebreke van uitdrukkelijke beperkingen in de bepalingen van de bijzondere wet, de termen ervan in de gebruikelijke betekenis moeten worden uitgelegd.

Is een kernenergie-inrichting een inrichting waarvan de inplanting bepaalde gevaren oplevert? Het antwoord lijkt evident, aldus de Executieve, en bijgevolg zijn de Gewesten bevoegd.

6.A4.d. Vervolgens behandelt de Executieve de vraag wat moet worden begrepen onder « de kernbrandstofcyclus », die bij wijze van uitzondering door artikel 6, § 1, VII, 2e lid, c, wordt voorbehouden aan de Staat. Deze uitzondering komt voor bij het energiebeleid. De kernbrandstofcyclus wordt daar niet behandeld als een hinderlijke inrichting of als een element van de ruimtelijke ordening. Wanneer men de door de Ministerraad aangehaalde redenering van de Raad van State zou doortrekken, zou men iedere gewestelijke bevoegdheid inzake leefmilieu uitsluiten zo die van nabij of van ver de kernenergie zou raken. De Executieve onderstreept dat haar zienswijze in overeenstemming is met de interpretatieprincipes van de bevoegdheidsverdelende regelen. Iedere bepaling van de bijzondere wet met een zin hebben en binnen een overgedragen bevoegdheidspakket moet het principe van de residuaire bevoegdheid worden omgekeerd. Die bevoegdheid behoort dan de Gemeenschappen of de Gewesten toe. De uitzondering moet restrictief worden geïnterpreteerd, zoniet wordt het principe van het bevoegdheidspakket zelf ondermijnd.

6.A4.e. In bijkomende orde beroept de Executieve zich op de artikelen 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, en artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet ter verantwoording van het bestreden decreet.

6.A4.f. Artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet vestigt het principe van de bevoegdheid van de Gewesten inzake leefmilieu. Die bepaling heeft derhalve een suppletief karakter ten opzichte van de andere onderverdelingen van het bevoegdheidspakket en ten opzichte van de andere bevoegdheidspakketten.

Met verwijzing naar artikel 2 van het bestreden decreet, dat het onderwerp ervan omschrijft, laat de Executieve blijken dat het in wezen strekt tot behartiging van een betere bescherming van het leefmilieu. De E.E.G.-richtlijn van 27 juni 1985, waarvan het decreet de omzetting in regionaal recht beoogt, steunt trouwens op de achterevolvende milieuactieprogramma's van de E.G. De Executieve citeert vervolgens de conclusie van de Ministerraad waarin het voormelde arrest van de Raad van State ter sprake komt. Luidens dat arrest is de bevoegdheid van de Gewesten inzake leefmilieu niet beperkt tot de aangelegenheden die worden geregeld door de tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet vermelde wetten. De Raad van State had niettemin beklemtoond dat de wet van 29 maart 1958 evenmin was vermeld bij de wetten die betrekking hebben op geregionaliseerde materies. Die uitlegging is niet bijgevalen door de Executieve en wel omdat zij tot gevolg zou hebben dat alle nieuwe vormen van milieuverontreiniging, die in 1980 nog niet waren onderkend, uit de gewestelijke bevoegdheid zouden zijn uitgesloten. De Executieve vestigt de aandacht erop dat andere adviezen van de Raad van State haar gelijk geven.

6.A4.g. Tot slot beroept de Executieve zich op artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup>, van de bijzondere wet om punt 3 van de bijlage I van het bestreden decreet te verantwoorden. De bevoegdheid inzake ophaling en verwerking van afvalstoffen omvat ook de radioactieve afvalstoffen, meent de Executieve. Onder ophaling en verwerking van afvalstoffen wordt ook de opslag ervan bedoeld, zo blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet.

6.B1. Het decreet van 11 september 1985 voert in het Waalse Gewest een procedure van milieu-effectbeoordeling in. De milieu-effectbeoordeling heeft tot doel te verzekeren dat, vooraleer toestemming wordt gegeven voor de realisatie van een project, bij de besluitvorming daarover rekening wordt gehouden met de gevolgen van dat project voor het leefmilieu.

Het afgeven van enige vergunning wordt door artikel 4 van het decreet afhankelijk gesteld van de aanwending van het systeem van milieu-effectbeoordeling, voorgeschreven door het decreet, op straffe van nietigheid van de vergunning (artikel 5).

Artikel 4 bepaalt verder dat indien verscheidene vergunningen vereist zijn, in één enkel systeem van milieu-effectbeoordeling wordt voorzien « voor zover dit betrekking heeft op alle aspecten van de vergunningen die volstrekt noodzakelijk zijn om het ontwerp tot een goed einde te brengen ».

6.B2. Artikel 1, 4 bepaalt de beoogde vergunningen :

- de vergunningen die werden toegekend krachtens de reglementering van de als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk ingedeelde inrichtingen voor wat de bescherming van de burens en het leefmilieu betreft;
- de vergunningen die werden toegekend krachtens de artikelen 41, 45 en 53 van het Waals Wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw;
- de door de Executieve opgesomde bestuurlijke akten, genomen tot toepassing van wetten, decreten en reglementen waarbij besloten wordt een ontwerp geheel of gedeeltelijk te verwezenlijken of toestemming te verlenen om dit te verwezenlijken.

6.B3. Naar luid van artikel 9 vormen de in bijlage I beoogde ontwerpen ambtshalve het onderwerp van een milieu-effectstudie.

Bijlage I vermeldt onder meer :

« 2. ... de kerncentrales en andere kernreactoren (met uitzondering van de researchinstallaties voor de productie en omzetting van de splijtbare stoffen en splijtgrondstoffen waarvan het maximum vermogen een waarde van 1kW permanente thermische duur niet overschrijdt ».

« 3. Installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen ».

Dat deel van bijlage I is de aangevochten bepaling.

De studie moet worden uitgevoerd door deskundigen die daartoe door de Waalse Gewestexecutieve zijn erkend (artikel 1, 7). De vereisten inzake de inhoud van de studie moeten worden vastgesteld door de overheid die bevoegd is om de vergunning af te geven (artikel 13), rekening houdend met wat artikel 14 voorschrijft. De kosten vallen ten laste van de aanvrager (artikel 12, § 1). De niet-technische samenvatting wordt openbaar gemaakt en aan een openbaar onderzoek onderworpen (artikel 15 en 16). De overheid bevoegd voor het afgeven van de vergunning moet haar beslissing met beweegredenen omkleden, rekening houdend met de milieu-effectbeoordeling en met de in het decreet aangegeven doelstellingen (artikelen 6 en 17).

6.B4. De vraag die door het verzoek tot vernietiging aan het Hof wordt gesteld, kan als volgt worden geformuleerd : kon het decreet, aangezien het tot doel heeft een milieu-effectbeoordeling te organiseren en aangezien dat effect wordt gedefinieerd als zijnde « de rechtstreekse of onrechtstreekse uitwerkingen, op korte, middellange en lange termijn van een ontwerp op het leefmilieu », bij de projecten die zijn onderworpen aan de procedures die het instelt « met het oog op het in overweging nemen als element van de besluitvorming » voorafgaande aan iedere vergunning, de projecten omvatten die zijn bedoeld in de punten 2 en 3 van bijlage I?

6.B5. De punten 2 en 3 van bijlage I hebben betrekking op, enerzijds, de projecten inzake « warmtecentrales en andere verbrandingscentrales... evenals de kerncentrales ... » (punt 2) en, anderzijds, de installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen.

6.B6. Artikel 6, § 1, VII, van de bijzondere wet bepaalt :

« VII.. Wat het energiebeleid betreft :

De gewestelijke aspecten van de energie, en in ieder geval :

- a) De elektriciteitsvoorziening door middel van netten met een nominale spanning van minder dan 30 000 volt, in overeenstemming met de regelen voor aanrekening van het Controlecomité voor elektriciteit en gas;
- b) De openbare gasdistributie, zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 2 april 1965 betreffende het vervoer van gasprodukten;
- c) De aanwending van mijn gas en van gas afkomstig van hoogovens;
- d) De netten voor warmtevoorziening op afstand;
- e) De valorisatie van steenbergen;
- f) De nieuwe energiebronnen voor zover zij van lokaal belang zijn of in het verlengde liggen van het industrieel onderzoek dat tot de gewestelijke bevoegdheid behoort;
- g) De terugwinning van energie door de nijverheid en andere gebruikers.

De Gewesten zijn echter niet bevoegd voor de aangelegenheden die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven, en in ieder geval niet voor :

- a) Het rationele gebruik van de energie;
- b) Het nationaal uitrustingsprogramma in de elektriciteitssector;
- c) De kernbrandstofcyclus;
- d) De grote infrastructuren voor de stockering; de productie, met inbegrip van de mijnen; het transport en de distributie;
- e) De tarieven. »

Uit dat artikel volgt dat het Gewest bevoegd is voor de gewestelijke aspecten van de energie, maar dat die bevoegdheid niet geldt zodra het gaat om « aangelegenheden die wegens hun technische en economische ondeelbaarheid een gelijke behandeling op nationaal vlak behoeven, en in ieder geval niet voor : c) de kernbrandstofcyclus ».

Aangezien de kernbrandstofcyclus alle bewerkingen omvat vanaf de extractie van het uraniumerts tot de definitieve opruiming van radioactieve afvalstoffen, moet men ervan uitgaan dat de punten 2 en 3 van bijlage I van het decreet van 11 september 1985 aangelegenheden zijn waarvan de technische en economische ondeelbaarheid de in artikel 6, § 1, VII, in fine, van de bijzondere wet omschreven bevoegdheid van de Staat impliceert.

6.B7. Met het decreet van 11 september 1985 wil de Waalse decreetgever door de zorg voor de leefmilieubescherming ingegeven verplichtingen opleggen aan de aanvragers van een vergunning, enerzijds, en aan de overheid die daarover uitspraak moet doen, anderzijds. Het Gewest wijzigt op die manier de regels die de procedure voor het toekennen van de vergunningen bepalen.

Het Waalse Gewest is slechts bevoegd om de procedure die het instelt te regelen voor zover het dat doet in aangelegenheden waarvoor het bevoegd is en ten aanzien van de overheden van het Gewest afhangen. Het Gewest kan de inachtneming van die procedure niet opleggen aan nationale overheden, wier bevoegdheid om te handelen — met inbegrip van de procedureregels die die handeling omkaderen — slechts door de Staat kan worden bepaald.

6.B8. Men moet dus nagaan of de gewestelijke overheden, naast de bevoegdheid van de Staat om vergunningen af te geven voor de in punten 2 en 3 van bijlage I van het decreet omschreven installaties, een bevoegdheid bezitten die voortspuit uit hun eigen bevoegdheid om vergunningen toe te kennen voor kerncentrales en andere kernreactoren, enerzijds, en installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen, anderzijds.

6.B9. Dat impliceert dat men achtereenvolgens de bevoegdheden dient te onderzoeken die beoogd worden :

- a) in artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>, krachtens hetwelk de Gewesten « de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, onder voorbehoud van de bepalingen die betrekking hebben op de arbeidsbescherming » regelen;
- b) in artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup>, dat aan de Gewesten de bevoegdheid toekent om « de ophaling en verwerking van afvalstoffen » te regelen.

Die bepalingen vindt men in de bijzondere wet onder de rubriek « Wat het leefmilieu betreft » en men moet derhalve nagaan :

- 1<sup>o</sup> of de kerninstallaties en de installaties die het opslaan of het verwijderen van radioactieve afvalstoffen verzekeren al of niet vallen onder het begrip gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, in de zin van artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>;
- 2<sup>o</sup> of het begrip « ophaling en verwerking » van artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup>, al of niet het opslaan of (definitief) verwijderen van radioactieve afvalstoffen omvat.

6.B.10. Naar luid van artikel 6, § 1, II, 3<sup>o</sup>, zijn de Gewesten bevoegd voor « de politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven, onder voorbehoud van de bepalingen die betrekking hebben op de arbeidsbescherming ». De Gewesten hebben aldus de bevoegdheid gekregen voor de « externe » politie van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen. Om het begrip van de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke bedrijven nader te omschrijven, verwijst de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet naar titel I van het algemeen reglement op de arbeidsbescherming. Dat betekent niet dat de bevoegdheid van de Gewesten beperkt zou zijn tot de bedrijven die, bij de inwerkingtreding van de wet van 8 augustus 1980 waren opgenomen in hoofdstuk II van titel I van het A.B.A.B. De Gewesten mogen die bepalingen wijzigen door er types van bedrijven uit te schrappen of er nieuwe aan toe te voegen. Er moet nochtans worden vastgesteld dat de bijzondere wetgever daarbij niet de bedrijven heeft willen opnemen die bedoeld zijn in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen. Hij heeft immers niet gewild dat de bescherming tegen ioniserende stralingen, die gedeeltelijk de leefmilieubescherming omvat, voor wat betreft de vergunningen zou worden gesplitst over verscheidene overheden. Aangezien het Gewest niet bevoegd is om vergunningen toe te kennen voor de exploitatie van kerninstallaties, kan het dus ook de procedure ervan niet bepalen, al was het maar voor één van de elementen ervan.

6.B.11. Naar luid van artikel 6, § 1, II, 2<sup>o</sup>, zijn de Gewesten bevoegd voor « de ophaling en verwerking van afvalstoffen ». Door die bepaling kunnen de Gewesten de inrichting voor afvalverwerking aan een vergunning onderwerpen, met uitzondering echter van de inrichtingen die radioactieve afvalstoffen opslaan of verwerken. De bijzondere wetgever heeft immers niet aan de Gewesten, tenzij suppletief, de bevoegdheid gegeven om normen uit te vaardigen inzake radioactieve afvalstoffen want hij heeft de bescherming tegen ioniserende stralingen niet aan de nationale wetgever willen onttrekken. Die suppletieve bevoegdheid houdt niet de bevoegdheid in om vergunningen af te geven voor installaties die radioactieve afvalstoffen opslaan of verwerken, wegens de ondeelbare bevoegdheid van de Staat om vergunningen af te leveren met inachtneming van het geheel van de belangen waarmee rekening dient te worden gehouden met het oog op de bescherming tegen ioniserende stralingen. Aangezien het Gewest niet bevoegd is om exploitatievergunningen toe te kennen, kan het aan de nationale overheden, die bevoegdheid zijn om die vergunning toe te kennen, geen procedure voor een milieu-effectbeoordeling opleggen. In uitvoering van de E.E.G.-richtlijn 85/337 van 27 juni 1985 komt het aan de Staat toe de modaliteiten van die procedure te bepalen.

6.B.12. a. Naar luid van artikel 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>, zijn de Gewesten bevoegd om « de bescherming van het leefmilieu met eerbiediging van de wettelijke algemene en sectoriële normen » te regelen.

6.B.12. b. De bevoegdheid voor de leefmilieubescherming kan, ten aanzien van de punten 2 en 3 van Bijlage I van het decreet, de algemeenheid van de bepalingen van het decreet wat de erin beoogde vergunningen betreft, niet rechtvaardigen. Het Gewest is niet bevoegd om de procedure te regelen van de door de Staat toe te kennen vergunningen.

6.B.12. c. Naar luid van artikel 6, § 1, I, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de Gewesten bevoegd voor stedenbouw en ruimtelijke ordening. Deze bevoegdheidstoewijzing heeft geen uitzonderingen, zodat de Gewesten eveneens bevoegd zijn voor het toekennen van bouwvergunningen voor kerncentrales en installaties voor de verwerking van radioactieve afvalstoffen en voor het bepalen van de procedure voor het toekennen van die vergunningen. De bouwvergunning is één van de vergunningen die zijn omschreven in de richtlijn 85/337/E.E.G. (« het besluit van de bevoegde instantie of instanties waardoor de opdrachtgever het recht verkrijgt om het project uit te voeren » — artikel 1 van de richtlijn) die ten deze een milieu-effectbeoordeling vergt.

Het Gewest kan derhalve de in de punten 2 en 3 van Bijlage I van het decreet beoogde projecten onderwerpen aan een voorafgaande leefmilieu-effectstudie die ten deze, tot de doelstellingen van stedenbouw en ruimtelijke ordening beperkt blijft.

Zulk een studie mag niet worden uitgebreid tot het leefmilieu-effect dat de Staat zelf moet beoordelen om, in voorkomend geval, een dergelijk project toe te staan. In elk geval mag het Gewest stedenbouw en ruimtelijke ordening niet opvatten op een zodanige wijze dat het voor de Staat niet doenbaar zou zijn om een doeltreffend beleid te voeren in de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren.

#### Over het derde middel

7.A.1. In zijn verzoekschrift voert de Ministerraad een derde middel aan, dat als volgt is gesteld :

« Schending van de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren, inzonderheid artikel 2, en van de artikelen 3, 5, 6 en 7 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, uitgevaardigd met toepassing van hierboven genoemde wet.

Artikel 2 van de wet van 29 maart 1958 machtigt de Koning... aan het produceren, het vervaardigen, het onder zich houden... van stoffen die ioniserende stralingen kunnen verspreiden voorwaarde te verbinden die de bescherming van de gezondheid en het leefmilieu tot doel hebben. Hij kan eveneens, met dit doel, de verwijdering en de afvoer van radioactieve stoffen reglementeren.

Die bevoegdheid is nationaal gebleven (zie uiteenzetting tweede middel).

Voormeld algemeen reglement van 28 februari 1963, dat met toepassing van die wet is vastgesteld, is zelf ook tot de nationale bevoegdheid blijven behoren.

Door die ontwerpen in Bijlage I, punt 2 (kerncentrales en andere kernreactoren...) en 3 (installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen) te vermelden, wijzigt het decreet van 11 september 1985 impliciet de vergunningsprocedure voor bovengenoemde inrichtingen, bij koninklijk besluit van 28 februari 1963 vastgesteld (zie uiteenzetting van de feiten).

De Raad van State heeft reeds meermaals het beginsel bevestigd van de respectieve autonomie van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten volgens hetwelk een decreet aan de nationale overheid geen onderdelen van de procedure mag opleggen die zij voor de vergunning van een kerncentrale of een opslagplaats voor radioactieve stoffen moet volgen, onder meer in zijn advies nr. L 16.269/9 betreffende een ontwerp van decreet tot oprichting van een regionaal instituut voor de controle op kerninstallaties.

De bepalingen van het decreet van 11 september 1985 overschrijden dus de gewestelijke bevoegdheid, voor zover zij verwijzen naar de in Bijlage I, voornoemde punten 2 en 3 aangehaalde ontwerpen. »

7.A.2. De Executieve van het Waalse Gewest voert in haar memorie aan dat de bepalingen waarop volgens het derde middel inbreuk zou zijn gemaakt, geen bevoegdheidsbepalende regels zijn. Zij is immers van oordeel dat aldus alle rechtsregelen bevoegdheidsverdelende regelen zouden zijn, wat niet het geval is.

7.A.3. In zijn conclusie acht de Ministerraad de opmerking van de Waalse Gewestexecutieve gegrond. In werkelijkheid is het verwijt aan de decreetgever dat hij een aangelegenheid heeft geregeld die buiten zijn bevoegdheid valt een grief die in het tweede middel is neergelegd. De Ministerraad verklaart daarom afstand te doen van het derde middel.

7.B. Het Hof stelt vast dat de verzoekende partij afstand doet van het derde middel tot vernietiging.  
Om die redenen,

Het Hof,

vernietigt in de bijlage I van het decreet van het Waalse Gewest van 11 september 1985 « organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans le Région wallonne » (tot organisatie van de waardering van de weerslagen op het leefmilieu in het Waalse Gewest), in punt 2 de woorden « ainsi que les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kW de durées permanentes thermique) » (« alsmede de kerncentrales en andere kernreactoren (met uitzondering van de research-installaties voor de produktie en omzetting van de splijtbare stoffen en splijtgrondstoffen waarvan het maximum vermogen een waarde van 1 kW permanentes thermische duur niet overschrijdt) ») en punt 3 « installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs » (« installaties die uitsluitend dienen voor het permanent opslaan of het definitief opruimen van radioactieve afvalstoffen ») in zover het door het decreet ingestelde evaluatiesysteem voor zulke installaties toepasselijk kan worden gemaakt op de door de Staat toe te kennen vergunningen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, ter openbare terechtzitting van 24 mei 1988.

De griffier,  
(get.) H. Van Der Zwalmen.

De voorzitter,  
(get.) E. Gutt.

### SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 88 — 1140

Urtell Nr. 34

Geschäftsverzeichnismummer : 47.

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. September 1985 « organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne » (zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region).

Der Schiedsgerichtshof,  
zusammengesetzt aus :

den Vorsitzenden E. Gutt und J. Delva,  
den Richtern K. Blanckaert, H. Boel, F. Debaedts, M. Melchior und J. Wathelet,  
unter Assistenz des Kanzlers H. Van Der Zwalmen,  
unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

#### I. Klagegegenstand

Mit seiner Klageschrift, die am 23. Januar 1987 mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde, erhob der Ministerrat Klage auf Nichtigerklärung der Ziffern 2 (« ... sowie Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren, ausgenommen die Forschungsanlagen für die Herstellung und die Verarbeitung von Spalt- und Brutmaterial, deren Höchstleistung 1 kW ständiger thermischer Dauer nicht übertrifft ») und 3 (« Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung des Atomabfalls dienen ») in der Anlage I des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen in der Wallonischen Region.

Das angefochtene Dekret wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Januar 1986 veröffentlicht.

Die Rechtssache wurde unter der Nummer 47 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

#### II. Verfahren

Durch Anordnung vom 26. Januar 1987 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung bezeichnet.

Die durch Artikel 58 des vorgenannten organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. Januar 1987.

Die durch die Artikel 59, § 1 und 113 desselben organisierenden Gesetzes vorgeschriebenen Benachrichtigungen erfolgten mit Einschreibebriefen, die am 17. Februar 1987 bei der Post aufgegeben und am 18. bzw. 19. Februar 1987 den Adressaten zugestellt wurden.

Durch Anordnungen vom 25. Juni 1987 und 7. Januar 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 23. Januar bzw. 23. Juli 1988 verlängert.

Durch Anordnung vom 10. November 1987 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 1. Dezember 1987 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit am 10. November 1987 bei der Post aufgegebenen und am 12. November 1987 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

Die Wallonische Regionalexekutive hat am 20. März 1987 einen Schriftsatz eingereicht.

Der Ministerrat hat am 14. Mai 1987 Anträge hinterlegt.

Die Wallonische Regionalexekutive hat am 25. November 1987 Anträge hinterlegt.

In der Sitzung vom 1. Dezember 1987 :

— sind erschienen :

RA M. Mahieu und RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassene Anwälte, für den Ministerrat;

RA E. Orban de Xivry, in Marche-en-Famenne zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive;

— haben die Richter Wathelet und Boel Bericht erstattet;

— wurden die Rechtsanwälte Mahieu und Orban de Xivry gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

### III. In rechtlicher Beziehung

#### Bezüglich des angefochtene Dekrets

1. Das angefochtene Dekret wurde am 2. September 1985 vom Wallonischen Regionalrat verabschiedet, am 11. September 1985 von der Exekutive sanktioniert und verkündet, und am 24. Januar 1986 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

2. Das Dekret führt in der Wallonischen Region ein System der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen von Projekten auf die Umwelt ein (Artikel 3). Artikel 2 bestimmt folgendes :

« Die Bewerkerstellung der durch vorliegendes Dekret vorgesehenen Verfahren muss hauptsächlich bezwecken :

- die Qualität der Lebensverhältnisse und der Lebensbedingungen der Bevölkerung zu schützen und zu verbessern, um ihr eine gesunde, sichere und angenehme Umwelt zu gewährleisten;
- das Lebensmilieu und die Naturschätze so zu bewirtschaften, dass deren Qualität aufrechterhalten bleibt und deren Möglichkeiten rationell und sinnvoll genutzt werden;
- zwischen den menschlichen Bedürfnissen und der Umwelt ein Gleichgewicht zu schaffen, das der gesamten Bevölkerung ermöglicht, dauerhaft angemessene Lebensverhältnisse und -bedingungen zu genießen ».

Es macht die Ausstellung jeglicher Genehmigung von der vorherigen Bewerkerstellung dieses Systems abhängig (Artikel 4). Jeder Antrag auf Genehmigung soll eine Notiz über die vorherige Bewertung der Aus- und Nachwirkungen des Projektes auf die Umwelt beinhalten (Artikel 7). Die Exekutive legt ein System von Bewertungsnormen fest, das es ermöglichen soll, die Fälle zu bestimmen, wo die Aus- und Nachwirkungen eines Projektes höchstwahrscheinlich von grosser Bedeutung sein werden. Die in der Anlage I erwähnten Projekte bilden den Gegenstand einer Studie über Aus- und Nachwirkungen (Artikel 9).

Ziffer 2, zweiter Teil, der Anlage I des Dekrets lautet wie folgt : « (...) sowie Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren (ausgenommen die Forschungsanlagen für die Herstellung und die Verarbeitung von Spalt- und Brutmaterial, deren Höchstleistung 1 kW ständiger thermischer Dauer nicht übertrifft) ».

Ziffer 3 der Anlage I des Dekrets lautet wie folgt : « Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung des Atommülls dienen ».

3. Artikel 22 des Dekrets bestimmt folgendes :

« Die Bestimmungen vorliegenden Dekretes treten ab dem durch die Exekutive festgesetzten Datum und spätestens zwei Jahre nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Das Dekret ist jedoch nicht anwendbar auf die vor dem Datum der Inkraftsetzung eingereichten Genehmigungsanträge, ausgenommen in den besonderen Fällen, wo die Exekutive es durch einen begründeten Beschluss anwendbar macht. »

#### 4. Bezüglich der Parteien

Die streitenden Parteien sind der Ministerrat, der die Klage erhoben hat, und die Wallonische Regionalexekutive, die einen Schriftsatz und Anträge eingereicht hat.

#### Über die Sache selbst

##### Bezüglich des ersten Klagegrunds

5.A.1. In seiner Klageschrift führt der Ministerrat als ersten Klagegrund die Verletzung des Artikels 3, § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat an.

Dieser Klagegrund ist folgendermassen formuliert worden :

« Verletzung des Artikels 3, § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, indem das Dekret vom 11. September 1985 nicht dem Staatsrat zur Stellungnahme unterbreitet worden ist. »

5.A.2. Die Exekutive der Wallonischen Region vertritt in ihrem Schriftsatz die Ansicht, dass auch in der Annahme, dass vorgenannter Artikel 3, § 1 als Zuständigkeitsverteilungsregel im Sinne von Artikel 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 zu betrachten wäre, quod non, zu bemerken sei, dass diese Bestimmung im vorliegenden Fall keine Anwendung finde, weil es sich um einen Dekretvorschlag und nicht um einen Dekretentwurf gehandelt habe.

5.A.3. Der Ministerrat erkennt in seinen Anträgen die Stichhaltigkeit der von der Exekutive der Wallonischen Region geäusserten Bemerkungen und erklärt, auf den ersten Klagegrund zu verzichten.

5.B.1. Der Hof stellt fest, dass die klagende Partei auf den ersten Nichtinhaltsklagegrund verzichtet.

##### Bezüglich des zweiten Klagegrunds

6.A.1. Als zweiten Klagegrund macht der Ministerrat geltend, dass das Dekret Artikel 6, § 1, VIII letzten Absatz Buchstaben c und d des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen verletze.

Dieser Klagegrund wurde folgendermassen formuliert :

« Verletzung des Artikels 6, § 1, VIII letzter Absatz Buchstaben c und d, der folgendes bestimmt :

« Die Regionen sind jedoch nicht zuständig für jene Angelegenheiten, deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit eine homogene Durchführung auf Landesebene erfordert, und jedenfalls für :

c/ den Kernbrennstoffzyklus;

d/ die grossen Lagerungsinfrastrukturen... »

Als der Entwurf des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen in der Abgeordnetenkammer erörtert wurde, antwortete der Minister auf die Frage eines Mitglieds, ob Umweltfragen — namentlich was Atommüll betrifft — in die Zuständigkeit der Regionen fallen, dass « ... diese Angelegenheit eindeutig der nationalen Zuständigkeit unterliegt » (siehe Parlamentsdrucksachen Nr. 627/1979-80/Nr. 10 der Sitzung vom 29. Juli 1980, Seite 84).

Da diese Angelegenheit in die nationale Zuständigkeit fällt, konnte das Dekret vom 11. September 1985 nicht vorschreiben, dass seine Bestimmungen auf die unter den Ziffern 2 (zum Teil) und 3 seiner Anlage bezeichneten Ausrüstungen Anwendung fänden, und zwar :

2. ... Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren...

3. Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung des Atommülls dienen. »

6.A.2. In ihrem Schriftsatz vertritt die Exekutive der Wallonischen Region die Ansicht, dass Artikel 6, § 1, VIII letzter Absatz Buchstaben c und d des Sondergesetzes eine Zuständigkeitsverteilungsregel im Sinne von Artikel 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 sei.



6.A.2.a. Die Wallonische Regionalexekutive bestreitet jedoch, dass die Zuständigkeit im Bereich des Atommülls — einer der Aspekte des Bereichs der Kernenergie — national sei; es handele sich um eine den Regionen zugewiesene konkurrierende Zuständigkeit. Die Exekutive weist darauf hin, dass das Dekret keine bereits bestehenden Bestimmungen — jedenfalls nicht ausdrücklich — aufhebe und Anlage I zum Dekret die getreue Wiedergabe der Anlage I zu EG-Richtlinie des Rates vom 27. Juni 1985 über die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen bestimmter öffentlicher und privater Projekte auf die Umwelt sei, die mit Artikel 4, Absatz 1 besagter Richtlinie in Zusammenhang gebracht werden müsse.

6.A.2.b. Die Wallonische Regionalexekutive betont, dass durch das Dekret ein Verfahren organisiert werde, das sich den Verfahren für die Ausstellung von bereits existierenden und in Artikel 1, Ziffer 4 des Dekrets bezeichneten Genehmigungen anschliesst. Diese Bestimmung lautet wie folgt:

« Genehmigung :

1° die Genehmigungen, die aufgrund der Regelung über die als gefährlich, gesundheitsschädlich oder lästig eingestuft Betriebe erteilt werden, und zwar was den Schutz der Nachbarn und der Umwelt anbelangt;

2° die Genehmigungen, die aufgrund der Artikel 41, 45 und 53 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erteilt werden;

3° die durch die Exekutive aufgezählten Verwaltungshandlungen, die in Anwendung der Gesetze, Dekrete und Ordnungen getroffen werden und mit denen beschlossen wird, ein Projekt ganz oder teilweise durchzuführen oder dessen Durchführung zu erlauben. »

6.A.2.c. Hinsichtlich der Ziffer 3° dieser Definition ist die Exekutive der Ansicht, dass die Allgemeinheit der Termini keine Auslegung im Sinne der Verletzung einer Zuständigkeitsverteilungsregel erlaube. Der auf dieser Grundlage getroffene Beschluss der Exekutive könnte seinerseits eine solche Regel verletzen, die entsprechende Kontrolle obliege jedoch dem Staatsrat.

6.A.2.d. Bezüglich der Ziffer 2° dieser Definition beruft sich die Exekutive auf Artikel 6 § 1, I 1° des Sondergesetzes, das die Zuständigkeit für das Regeln der Angelegenheit des Städtebaus und der Raumordnung ausschliesslich den Regionen verleihe. Die Exekutive betont, dass der Bau eines Kernkraftwerks der Gewährung einer nicht nur « nuklearen », sondern auch « städtebaulichen » Genehmigung unterliege.

6.A.2.e. Bezüglich der Ziffer 1° der Definition bezieht sich die Exekutive auf Artikel 6 § 1, II 3° des Sondergesetzes, das ausschliesslich den Regionen die Zuständigkeit verleihe, die äusseren Aspekte der Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Betriebe zu regeln. Zur Beurteilung, ob Kernanlagen zu diesen Betrieben gehören könnten, müsse dem Antragsteller zufolge die Tragweite des Ausdrucks festgestellt werden: entweder im engeren Sinne (Betriebe nach Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung vor dem Gesetz vom 8. August 1980) oder im üblichen Sinne. Die Exekutive ist der Meinung, dass der Ausdruck im üblichen Sinne zu verstehen sei und Kernanlagen sowie Lager und Anlagen für die Verarbeitung von giftigen Abfällen zu den gefährlichen, gesundheitsschädlichen und belästigenden Betrieben zu rechnen seien, auch wenn sie vom Anwendungsbereich des Titels I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung ausgeschlossen seien und einer spezifischen Regelung unterlägen.

6.A.2.f. Die Exekutive vertritt die Auffassung, dass eine derartige Auslegung Artikel 6 § 1 VII letzten Absatz c und d — wo Kernbrennstoff als Energiequelle und nicht als gefährlicher, gesundheitsschädlicher oder belästigender Betrieb bzw. als Teil einer Städtebau- und Raumordnungspolitik betrachtet wird — nicht seines Sinnes entleere.

6.A.3. In seinen Anträgen präzisiert der Ministerrat den Klagegrund und unterscheidet er zwischen der Verletzung von Artikel 6 § 1 VII letztem Absatz c des Sondergesetzes (bezüglich des Kernbrennstoffzyklus) einerseits und der Verletzung von Artikel 6 § 1 VII letztem Absatz d (bezüglich der Lagerungsinfrastrukturen) andererseits.

6.A.3.a. Der Ministerrat ist der Meinung, dass keine von den Bestimmungen, welche die Wallonische Regionalexekutive anführe, die Zuständigkeit des Dekretgebers angesichts der Kernkraftwerke und sonstigen Kernreaktoren rechtfertigen könne.

6.A.3.b. Artikel 6 § 1 I 1° des Sondergesetzes, das die Region für Städtebau und Raumordnung zuständig mache, könne für ein Dekret, das hauptsächlich darauf abziele, die Bevölkerung und die Umwelt vor den Risiken der Errichtung von Kernkraftwerken zu schützen, keine Rechtsgrundlage bilden. Die Region sei — nach Ansicht des Ministerrats — nicht zuständig, die Gewährung der Baugenehmigung für ein Kernkraftwerk von vielmehr zum Umweltschutz gehörenden Bedingungen abhängig zu machen, die mit den Angelegenheiten des Städtebaus bzw. der Raumordnung nichts zu tun hätten, zumal die Region für dasjenige, was mit den Gefahren der Kernenergie für die Umwelt zusammenhänge, nicht zuständig sei.

6.A.3.c. Artikel 3 § 1 II 3° des Sondergesetzes, der den Regionen hinsichtlich der « Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Betriebe » vorbehaltlich der sich auf den Arbeitsschutz beziehenden Bestimmungen » Rechtsetzungsbefugnis verleihe, mache die Regionen dem Ministerrat zufolge nicht dafür zuständig, die externe Aufsicht über Kernanlagen und Anlagen für die Lagerung und Beseitigung von Atommüll zu regeln. Sich stützend auf eine Stellungnahme der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats vom 26. September 1984 und auf ein Urteil der Verwaltungsabteilung des Staatsrats vom 4. April 1986, ist der Ministerrat der Ansicht, dass die Angelegenheit des Schutzes vor ionisierenden Strahlungen weiterhin zum Kompetenzbereich des Staates gehöre. Vernünftigerweise könne nämlich nicht davon ausgegangen werden, dass der Sondergesetzgeber, nachdem er den gesamten Kernbrennstoffzyklus eindeutig der Zuständigkeit der Region entzogen habe, die Regionalkompetenz für dieselbe Angelegenheit auf Grund der Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Betriebe aufrechterhalten hätte.

6.A.3.d. Artikel 6 § 1 II 1° des Sondergesetzes, der die Regionen dafür zuständig mache, den « Umweltschutz unter Einhaltung der allgemeinen und sektoriellen gesetzlichen Normen » zu regeln, könne — nach Ansicht des Ministerrats — genauso wenig dem angefochtenen Dekret zugrunde liegen. Anhand des Urteils des Staatsrats vom 4. April 1986 konkludiert der Ministerrat, dass Kernenergie naturgemäss eine Angelegenheit sei, die unter allen Gesichtspunkten der Regionalkompetenz entzogen worden sei, und zwar einschliesslich des Umweltschutzes.

6.A.3.e. Der Ministerrat ist der Meinung, dass sich Artikel 6 § 1 VII letzter Absatz d in Wirklichkeit auf die grossen Energielagerungsinfrastrukturen beziehe, da dieser zu dem mit der « Energiepolitik » zusammenhängenden Zuständigkeitspaket VII in Artikel 6 des Sondergesetzes gehöre.

Deshalb verletze — dem Ministerrat zufolge — Ziffer 3 der Anlage zum angefochtenen Dekret nicht diese Bestimmung, sondern Artikel 6 § 1 VII letzten Absatz c. Durch keine einzige Bestimmung des Sondergesetzes könne nämlich die Regionalkompetenz in bezug auf die Dauereinlagerung und entgeltliche Beseitigung von Atom-

müll begründet werden. Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der den Regionen ohne Einschränkung die Normierung von « Abtransport und Verarbeitung von Abfällen » auftrage, stelle genausowenig eine Grundlage der Regionalkompetenz dar, denn aus der parlamentarischen Vorbereitung des Sondergesetzes gehe hervor, dass diese Zuständigkeit « einige Einschränkungen bzw. Ausnahmen », namentlich hinsichtlich des Atommülls, aufweise; das gleiche gelte übrigens für Artikel 6, § 1 II 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in bezug auf den Umweltschutz.

6.A.3.f. Zum Schluss meint der Ministerrat, es sei festzuhalten, dass insofern, als Artikel 6, § 1 VII letzter Absatz c des Sondergesetzes vom 8. August 1980 den « Kernbrennstoffzyklus » bezwecke, eine Zuständigkeit der Region in bezug auf die Kernkraft ausgeschlossen sei, und zwar insbesondere eine Zuständigkeit, die man mit den Begriffen Städtebau und Raumordnung, Umweltschutz, Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Betriebe und schliesslich Abtransport und Verarbeitung von Abfällen verbinden würde.

Der zweite Klagegrund sei somit begründet und müsse zur teilweisen Nichtigklärung des angefochtenen Dekrets führen.

6.A.4. In ihren Anträgen vermittelt die Exekutive der Wallonischen Region einen Überblick über die das angefochtene Dekret begründenden, zuständigkeitsbestimmenden Regeln.

6.A.4.a. Hauptsächlich beruft sich die Exekutive der Wallonischen Region auf Artikel 6 § 1 I 1° und Artikel 6 § 1 II 3° des Sondergesetzes.

6.A.4.b. Artikel 6 § 1 I 1° des Sondergesetzes (Städtebau und Raumordnung) begründe — der Exekutive zufolge — nicht nur Ziffer 2, sondern auch Ziffer 3 der Anlage zum angefochtenen Dekret. Eigentlich habe das Dekret nämlich ein in die bestehenden Genehmigungssysteme integriertes Verfahren organisiert, zu denen die Genehmigung gemäss den Artikeln 41, 45 und 53 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches gehöre. Nach der Exekutive werde vom Ministerrat anerkannt, dass die Wallonische Region für die Erteilung von Baugenehmigungen im Rahmen des Städtebaus zwar zuständig sei, aber davon ausgehe, dass die Erteilung einer Baugenehmigung nicht von Bedingungen abhängig gemacht werden könne, die der Angelegenheit der Raumordnung und des Städtebaus fremd seien und vielmehr zum Umweltschutz gehörten, während die Region nicht für dasjenige zuständig sei, was die Gefahren der Kernkraft für die Umwelt betreffe. Dagegen bringe die Wallonische Regionalexekutive vor, dass diese Argumentierung sowohl die Eigenart der Raumordnung und des Städtebaus als auch den wirklichen Gegenstand des angefochtenen Dekrets missachte. Die Angelegenheit der Raumordnung und des Städtebaus sei ausschliesslich den Regionen übertragen worden. Aus Artikel 1 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes vom 29. März 1962 und Artikel 1 Absatz 2 des wallonischen Gesetzbuches gehe hervor, dass die Raumordnung sowohl vom wirtschaftlichen, sozialen und ästhetischen Gesichtspunkt heraus als auch im Hinblick auf die Erhaltung der Naturschönheiten des Landes aufzufassen sei. Die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt sei in den Vorschriften des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches über die Pläne zur Erweiterung von Freizeitzonen bereits ausdrücklich verankert worden. Das angefochtene Dekret habe nicht zum Ziel, eine neue Genehmigung an die Stelle einer bisherigen zu setzen oder zusätzliche Bedingungen vorzuschreiben. Das Dekret habe lediglich zum Ziel, die Behörden, welche die bisherigen Genehmigungen ausstellen und in Artikel 1 Ziffer 4 des angefochtenen Dekrets mehr oder weniger genau aufgeführt werden, besser über die Umweltaspekte aufzuklären.

6.A.4.c. Die Wallonische Regionalexekutive beruft sich anschliessend auf Artikel 6 § 1 II 3° zur Rechtfertigung der Ziffern 2 und 3 der Anlage I des angefochtenen Dekrets. Es sei die Frage, ob mit den Begriffen « Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Betriebe » nur diejenigen nach Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, oder auch diejenigen nach dem Gesetz vom 29. März 1958 über den Schutz der Bevölkerung gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen gemeint seien. Die Exekutive frage sich, ob Artikel 6 § 1 II 3° entweder die übliche Bedeutung beigelegt werden soll, oder damit nur jene Einrichtungen gemeint sind, die am 8. August 1980 auf der Liste von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung vorkamen. Der Ministerrat beziehe sich auf eine Stellungnahme der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats sowie auf ein Urteil der Verwaltungsabteilung des Staatsrats. Nach diesem Urteil fielen Kernanlagen nicht unter Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung und seien daher keine gefährlichen, gesundheitsschädlichen bzw. belästigenden Betriebe im Sinne des Artikels 6, § 1 II 3°. Die Wallonische Regionalexekutive pflichtet dieser Auslegung nicht bei; vielmehr geht sie davon aus, dass in Ermangelung ausdrücklicher Einschränkungen in den Vorschriften des Sondergesetzes dessen Wortlaut im üblichen Sinne auszulegen sei. Ist ein Kernkraftwerk eine Einrichtung, deren Ansiedlung bestimmte Gefahren mit sich bringt? Die Antwort liege — der Exekutive zufolge — auf der Hand und die Regionen seien deshalb zuständig.

6.A.4.d. Weiter erörtert die Exekutive die Frage, was unter dem « Kernbrennstoffzyklus », der ausnahmsweise durch Artikel 6, § 1 VII Absatz 2 c dem Staat vorbehalten werde, zu verstehen sei. Diese Bestimmung stehe unter der Überschrift « Energiepolitik ». Der Kernbrennstoffzyklus werde dort nicht als störende Einrichtung oder als Element der Raumordnung betrachtet. Wenn man die vom Ministerrat vorgebrachte Argumentierung weiterführe, würde man jede Regionalkompetenz in bezug auf die Umwelt ausschliessen, wenn diese von nah oder fern die Kernkraft berühren würde. Die Exekutive betont, dass ihre Betrachtungsweise den Auslegungsgrundsätzen der Zuständigkeitsverteilungsregeln entspreche. Jede Bestimmung des Sondergesetzes müsse einen Sinn haben, und innerhalb eines übertragenen Kompetenzpakets müsse der Grundsatz der Residualkompetenz umgekehrt werden. Die Ausnahme sei einschränkend auszulegen, sonst täte man dem Grundsatz des Kompetenzpakets Abbruch.

6.A.4.e. Beiläufig beruft sich die Exekutive auf Artikel 6 § 1 II 1° und Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes zur Rechtfertigung des angefochtenen Dekrets.

6.A.4.f. Artikel 6 § 1 II 1° des Sondergesetzes lege den Grundsatz der Zuständigkeit der Regionen für den Umweltschutz fest. Diese Bestimmung habe daher ergänzenden Charakter angesichts der weiteren Unterteilungen des Kompetenzpakets sowie angesichts der anderen Kompetenzpakete. Unter Bezugnahme auf Artikel 2 des angefochtenen Dekrets, das die entsprechende Zielsetzung umschreibt, legt die Exekutive dar, dass sie im Wesentlichen einen besseren Umweltschutz gewährleisten wolle. Die EG-Richtlinie vom 27. Juni 1985, die das Dekret in regionales Recht umzuwandeln bezwecke, stütze sich übrigens auf die aufeinanderfolgenden Umweltaktionsprogramme der EG. Die Exekutive zitiert anschliessend die Anträge des Ministerrats, in denen auf vorgeanntes Urteil des Staatsrats Bezug genommen werde. Laut diesem Urteil beschränke sich die Zuständigkeit der Regionen bezüglich des Umweltschutzes nicht auf jene Angelegenheiten, die von den Gesetzen geregelt würden, welche während der parlamentarischen Vorbereitung des Sondergesetzes in dieser Hinsicht angeführt worden seien. Nichtsdestoweniger habe der Staatsrat betont, dass aber das Gesetz vom 29. Mai 1958 niemals unter den sich auf die regionalen Angelegenheiten beziehenden Gesetzen genannt worden sei. Dieser Auslegung pflichte die Exekutive nicht bei, weil sie zur Folge hätte, dass neue, 1980 noch unbekannt Arten der Umweltverschmutzung genausowenig zur Regionalkompetenz gehören würden. Die Exekutive weist darauf hin, dass weitere Stellungnahmen des Staatsrats dieser These beiträten.

6.A.4.g. Zum Schluss beruft sich die Exekutive auf Artikel 6 § 1 II 2° des Sondergesetzes zur Rechtfertigung von Ziffer 3 der Anlage I zum angefochtenen Dekret. Die Zuständigkeit für Abtransport und Verarbeitung von Abfällen umfasse — nach Ansicht der Exekutive — auch den Atommüll. Unter Abtransport und Verarbeitung von Abfällen sei auch deren Lagerung gemeint, was aus der parlamentarischen Vorbereitung des Sondergesetzes hervorgehe.

6.B.1. Das Dekret vom 11. September 1985 führt in der Wallonischen Region ein System zur Bewertung der Aus- und Nachwirkungen von Projekten auf die Umwelt ein. Die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt hat zum Ziel, zu gewährleisten, dass vor der Erteilung der Genehmigung für die Verwirklichung eines Projektes die Konsequenzen, die dieses Projekt auf die Umwelt haben kann, bei der Beschlussfassung berücksichtigt werden.

Die Ausstellung jeglicher Genehmigung hängt nach Artikel 4 des Dekrets von der Bewerkeinstellung des durch das Dekret vorgeschriebenen Systems der Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt ab, bei Folge der Nichtigkeit der Genehmigung (Artikel 5). Artikel 4 bestimmt weiter, dass falls mehrere Genehmigungen erforderlich sind, ein einziges System für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen vorgesehen sind, insofern es alle Aspekte der Genehmigungen betrifft, die zur Verwirklichung des Projektes unerlässlich sind.

6.B.2. Artikel 1 4 definiert die entsprechenden Genehmigungen :

- die Genehmigungen, die aufgrund der Regelung über die als gefährlich, gesundheitsschädlich oder lästig eingestuft Betriebe erteilt werden, und zwar was den Schutz der Nachbarn und der Umwelt anbelangt;
- die Genehmigungen, die aufgrund der Artikel 41, 45 und 53 des wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches erteilt werden;
- die durch die Exekutive aufgezählten Verwaltungshandlungen, die in Anwendung der Gesetze, Dekrete und Ordnungen getroffen werden und mit denen beschlossen wird, ein Projekt ganz oder teilweise durchzuführen oder dessen Durchführung zu erlauben.

6.B.3. Laut Artikel 9 bilden die in der Anlage I erwähnten Projekte den Gegenstand einer Studie über Aus- und Nachwirkungen.

Anlage I erwähnt unter anderem folgendes :

« 2. ... Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren (ausgenommen die Forschungsanlagen für die Herstellung und die Verarbeitung von Spalt- und Brutmaterial, deren Höchstleistung 1 kW ständiger thermischer Dauer nicht übertrifft) ».

« 3. Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung des Atommülls dienen. »

Dieser Teil der Anlage I stellt die angefochtene Bestimmung dar.

Die Studie muss von zu diesem Zweck von der Wallonische Regionalexekutive anerkannten Sachverständigen durchgeführt werden (Artikel 17). Die Anforderung hinsichtlich des Inhalts der Studie müssen von der für die Ausstellung der Genehmigung zuständigen Behörde festgelegt werden (Artikel 13), unter Berücksichtigung dessen, was Artikel 14 vorschreibt. Die Unkosten gehen zu Lasten des Antragstellers (Artikel 12 § 1). Die nicht-technische Zusammenfassung wird veröffentlicht und einer öffentlichen Untersuchung unterzogen (Artikel 15 und 16). Die für die Ausstellung der Genehmigung zuständige Behörde muss ihre Entscheidung begründen, unter Berücksichtigung des Berichtes über die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt sowie der im Dekret bezeichneten Zielsetzungen (Artikel 6 und 17).

6.B.4. Die Frage, die bei der Klage auf Nichtigerklärung dem Hof gestellt wird, kann folgendermassen formuliert werden: Konnte das Dekret, da es zum Ziel hat, die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt zu organisieren, und da diese Aus- und Nachwirkungen als « die direkten und indirekten, kurz-, mittel- und langfristigen Auswirkungen eines Projektes auf die Umwelt » definiert werden, unter den Projekten, die den Verfahren unterliegen, die es im Hinblick auf « die Berücksichtigung als Bestandteil der Entscheidung » vor jeder Genehmigung einführt, die zu den Ziffern 2 und 3 der Anlage I bezeichneten Projekte umfassen?

6.B.5. Die Ziffern 2 und 3 der Anlage I beziehen sich einerseits auf die Projekte betreffend « Wärmekraftwerke und sonstige Verbrennungsanlagen ... sowie Kernkraftwerke... » (Ziffer 2) und andererseits auf Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung von Atommüll dienen.

6.B.6. Artikel 6 § 1 VII des Sondergesetzes bestimmt folgendes :

« VII. Was die Energiepolitik betrifft:

Die regionalen Aspekte der Energie, und auf jeden Fall (für):

- a) die Stromversorgung durch Netze, deren Nennspannung gemäss den Buchungsregeln des Kontrollkomitees für Elektrizität und Gas weniger als 30 000 Volt beträgt;
- b) die öffentliche Gasversorgung, so wie sie in Artikel 1 des Gesetzes vom 2. April 1965 über den Transport von gasförmigen Produkten definiert ist;
- c) die Verwendung von Gruben- und Hochofengas;
- d) die Fernwärmenetze;
- e) die Haldenverwertung;
- f) die neuen Energiequellen, insofern sie von örtlicher Bedeutung sind oder eine Fortsetzung der zur Regionalkompetenz industriellen Forschung darstellen;
- g) die Energierückgewinnung durch Industrie und sonstige Verwender.

Die Regionen sind jedoch nicht zuständig für Angelegenheiten, die wegen ihrer technischen und wirtschaftlichen Unteilbarkeit einer gleichen Behandlung auf nationaler Ebene bedürfen, und auf jeden Fall nicht für :

- a) die rationelle Verwendung der Energie;
- b) das nationale Ausrüstungsprogramm im Elektrizitätssektor;
- c) den Kernbrennstoffzyklus;
- d) die grossen Infrastrukturen für die Lagerung; die Produktion einschliesslich der Bergwerke; den Transport und die Versorgung;
- e) die Tarife ».

Aus diesem Artikel folgt, dass die Region für die regionalen Aspekte der Energie zuständig ist, aber dass diese Zuständigkeit nicht gilt, wenn es sich handelt um « Angelegenheiten, die wegen ihrer technischen und wirtschaftlichen Unteilbarkeit einer gleichen Behandlung auf nationaler Ebene bedürfen, und auf jeden Fall nicht für :

- c) den Kernbrennstoffzyklus ».

Da der Kernbrennstoffzyklus alle Vorgänge von der Uranerzgewinnung bis hin zur endgültigen Beseitigung des Atommülls umfasst, muss davon ausgegangen werden, dass die Ziffern 2 und 3 Anlage I zum Dekret vom 11. September 1985 Angelegenheiten sind, deren technische und wirtschaftliche Unteilbarkeit die in Artikel 6 § 1 VII « in fine » des Sondergesetzes umschriebene Zuständigkeit des Staates impliziert.

6.B7. Mit dem Dekret vom 11. September 1985 will der wallonische Dekretgeber einerseits den Einreichern der Genehmigungsanträge und andererseits der Behörde, die über diese zu entscheiden hat, Verpflichtungen auferlegen, die der Umweltschutz gebietet. Die Region ändert auf diese Weise die Regeln, welche das Genehmigungsverfahren bestimmen.

Die Wallonischen Region darf das von ihr eingeführte Verfahren nur in Angelegenheiten, für die sie zuständig ist, und angesichts der Behörden, die von der Region abhängen, regeln. Die Region ist nicht zuständig, die Einhaltung dieses Verfahrens nationalen Behörden aufzuerlegen, deren Handlungskompetenz — einschliesslich der diese Handlung umrahmenden Verfahrensregeln — nur vom Staat festgelegt werden kann.

6.B8. Es muss also untersucht werden, ob die regionalen Behörden neben der Zuständigkeit des Staates, Genehmigungen für die zu den Ziffern 2 und 3 der Anlage I des Dekrets bezeichneten Anlagen eine Zuständigkeit besitzen, die sich aus ihrer eigenen Zuständigkeit ergäbe, Genehmigungen für Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren einerseits und Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung von Atommüll dienen, andererseits zu erteilen.

6.B9. Dies impliziert, dass die Zuständigkeiten, die

a) in Artikel 6 § 1 II 3°, kraft dessen die Regionen « die Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Betriebe vorbehaltlich der sich auf den Arbeitsschutz beziehenden Bestimmungen » regeln,

b) in Artikel 6 § 1 II 2°, der den Regionen die Zuständigkeit erteilt, « den Abtransport und die Verarbeitung von Abfällen » zu regeln,

bezeichnet werden, nacheinander untersucht werden müssen.

Diese Bestimmungen findet man in Sondergesetz unter der Rubrik « Was die Umwelt betrifft »; daher muss untersucht werden :

1° ob die Kernanlagen und die Anlagen für die Lagerung bzw. Beseitigung von Atommüll unter den Begriff der gefährlichen, gesundheitsschädlichen und belästigenden Betriebe im Sinne von Artikel 6 § 1 II 3° fallen oder nicht;

2° ob der Begriff « Abtransport und Verarbeitung » in Artikel 6 § 1 II 2° die Lagerung bzw. (endgültige) Beseitigung des Atommülls umfasst oder nicht.

6.B10. Laut Artikel 6 § 1 II 3° sind die Regionen für « die Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Betriebe vorbehaltlich der sich auf den Arbeitsschutz beziehenden Bestimmungen » zuständig. Die Regionen erhielten somit die Zuständigkeit für die « externe » Aufsicht über gefährliche, gesundheitsschädliche und belästigende Einrichtungen. Um den Begriff der gefährlichen, gesundheitsschädlichen und belästigenden Betriebe näher zu umschreiben, verweist die parlamentarische Vorbereitung des Sondergesetzes auf Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung. Das heisst nicht, dass sich die Zuständigkeit der Regionen auf jene Betriebe beschränken würde, die beim Inkrafttreten des Gesetzes vom 8. August 1980 in Kapitel II von Titel I der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung aufgeführt waren. Die Regionen dürfen diese Bestimmungen abändern, indem sie bisherige Arten von Betrieben streichen bzw. neue hinzufügen. Es muss jedoch festgestellt werden, dass der Sondergesetzgeber nicht jene Betriebe hat einbeziehen wollen, die in Kapitel II des königlichen Erlasses vom 28. Februar 1983 über die allgemeine Ordnung des Schutzes der Bevölkerung und der Arbeitnehmer gegen die Gefahr ionisierender Strahlungen bezeichnet sind. Er wollte nämlich nicht, dass der Schutz gegen ionisierende Strahlungen, der teilweise den Umweltschutz umfasst, im Bereich der Genehmigungen unter mehrere Behörden verteilt würde. Da die Region nicht zuständig ist, Genehmigungen für den Betrieb von Kernanlagen zu erteilen, kann sie also auch nicht das entsprechende Verfahren regeln, und sei es nur in einem dieser Elemente.

6.B11. Laut Artikel 6 § 1 II 2° sind die Regionen für « Abtransport und Verarbeitung von Abfällen » zuständig. Durch diese Bestimmung können die Regionen die Abfallverarbeitungseinrichtungen einer Genehmigung unterwerfen, jedoch mit Ausnahme der Einrichtungen für die Lagerung bzw. Verarbeitung von Atommüll. Der Sondergesetzgeber hat den Regionen nämlich nicht — es sei denn ergänzend — die Zuständigkeit gegeben, Atommüllnormen festzulegen, denn er hat den Schutz gegen ionisierende Strahlungen nicht dem nationalen Gesetzgeber entziehen wollen. Diese ergänzende Zuständigkeit schliesst nicht die Zuständigkeit in sich, Genehmigungen für Anlagen zur Lagerung bzw. Verarbeitung von Atommüll zu erteilen, da der Staat die unteilbare Zuständigkeit besitzt, Genehmigungen zu erteilen angesichts der Gesamtheit der Interessen, die im Hinblick auf den Schutz gegen ionisierende Strahlungen zu berücksichtigen sind. Da die Region nicht für die Erteilung von Betriebsgenehmigungen zuständig ist, kann sie den für die Erteilung dieser Genehmigungen zuständigen, nationalen Behörden kein Verfahren für die Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt auferlegen. In Ausführung der Richtlinie 85/337/EWG vom 27. Juni 1985 steht es dem Staat zu, die Modalitäten dieses Verfahrens zu bestimmen.

6.B12.a. Laut Artikel 6 § 1 II 1° sind die Regionen dafür zuständig, « den Umweltschutz unter Einhaltung der allgemeinen und sektorialen gesetzlichen Normen » zu regeln.

6.B12.b. Die Zuständigkeit für den Umweltschutz kann angesichts der Ziffern 2 und 3 der Anlage I zum Dekret die Allgemeinheit der Dekretbestimmungen bezüglich der darin bezeichneten Genehmigungen nicht rechtfertigen. Die Region ist nicht dafür zuständig, das Verfahren der vom Staat zu gewährenden Genehmigungen zu regeln.

6.B12.c. Laut Artikel 6 § 1 I 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sind die Regionen für Städtebau und Raumordnung zuständig. Diese Zuständigkeitszuweisung hat keine Ausnahmen, so dass die Erteilung von Baugenehmigungen für Kernkraftwerke und Atommüllverarbeitungsanlagen und die Festlegung des entsprechenden Genehmigungsverfahrens ebenfalls zum Kompetenzbereich der Regionen gehören. Die Baugenehmigung ist eine der in der Richtlinie 85/337/EWG bezeichneten Genehmigungen (« der Beschluss der zuständigen Behörde bzw. Behörden, durch den der Auftraggeber das Recht erlangt, das Vorhaben auszuführen » — Artikel 1 der Richtlinie) (Übersetzung), wobei eine Bewertung der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt erforderlich ist.

Die Region kann demzufolge die in den Ziffern 2 und 3 der Anlage I zum Dekret bezeichneten Projekte von einer vorherigen Studie der Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt abhängig machen, die sich in diesem Fall auf die Zielsetzungen von Städtebau und Raumordnung beschränkt. Eine solche Studie darf nicht auf die Aus- und Nachwirkungen auf die Umwelt erweitert werden, welche der Staat selbst beurteilen muss, um gegebenenfalls ein solches Projekt zu genehmigen. Auf jeden Fall darf die Region den Städtebau und die Raumordnung nicht derart auffassen, dass es für den Staat nicht machbar wäre, in der zu seiner Zuständigkeit gehörenden Angelegenheit eine wirksame Politik zu führen.

Bezüglich des dritten Klagegrunds :

7.A.1. In seiner Klageschrift führt der Ministerrat einen dritten Klagegrund an, den er folgendermassen formuliert :

« Verletzung des Gesetzes vom 29. März 1958 bezüglich des Schutzes der Bevölkerung gegen die Gefahren infolge ionisierender Strahlungen, namentlich seines Artikels 2, und der Artikel 3, 5, 6 und 7 des königlichen Erlasses vom 28. Februar 1963 über die allgemeine Ordnung des Schutzes der Bevölkerung und der Arbeitnehmer gegen die Gefahr ionisierender Strahlungen, verabschiedet im Sinne des vorerwähnten Gesetzes.

Artikel 2 des Gesetzes vom 29. März 1958 ermächtigt den König dazu, das Erzeugen, Herstellen und Halten ... von Stoffen, die ionisierende Strahlungen abgeben können, Bedingungen bezüglich des Gesundheits- und Umweltschutzes zu unterwerfen. Er kann zum selben Zweck auch die Beseitigung und Abfuhr radioaktiver Stoffe regeln.

Diese Zuständigkeit ist national geblieben (siehe Darlegung des zweiten Klagegrundes).

Die vorerwähnte allgemeine Ordnung vom 28. Februar 1963, verabschiedet im Sinne dieses Gesetzes, gehört ihrerseits auch weiterhin zum nationalen Zuständigkeitsbereich.

Indem das Dekret vom 11. September 1985 in seiner Anlage I unter Ziffer 2 (Kraftwerke und sonstige Kernreaktoren...) und 3 (Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung des Atommülls) diese Projekte anführt, ändert es das Verfahren für die Genehmigung der vorerwähnten Einrichtungen, festgelegt durch den königlichen Erlass vom 28. Februar 1963, implizit ab.

Wiederholt bestätigte der Staatsrat, namentlich in seiner Stellungnahme Nr. L.16.269/9 bezüglich eines Dekretentwurfes zur Gründung einer Regionalanstalt für die Kontrolle der Kernkraftanlagen, den Grundsatz der jeweiligen Autonomie von Staat, Gemeinschaften und Regionen, der es verhindert, dass ein Dekret der nationalen Obrigkeit Elemente des von ihr für die Genehmigung eines Kernkraftwerks bzw. einer Atommülldeponie zu befolgenden Verfahrens auferlegt.

Die Bestimmungen des Dekrets vom 11. September 1985, insoweit sie sich auf die unter den o.g. Ziffern 2 und 3 der Anlage I bezeichneten Projekte beziehen, überschreiten somit den Kompetenzbereich der regionalen Obrigkeit ».

7.A.2. Die Exekutive der Wallonischen Region macht in ihrem Schriftsatz geltend, dass die nach dem dritten Klagegrund angeblich verletzten Bestimmungen keine Zuständigkeitsverteilungsregeln seien. Sie ist nämlich der Ansicht, dass auf diese Weise alle Rechtsregeln Zuständigkeitsverteilungsregeln wären, was nicht der Fall sei.

7.A.3. Der Ministerrat erachtet in seinen Anträgen die von der Wallonische Regionalexekutive vorgebrachte Bemerkung für begründet. In Wirklichkeit sei der dem Dekretgeber gemachte Vorwurf, er habe eine Angelegenheit geregelt, die nicht in seine Zuständigkeit falle, eine Beschwerde, die im zweiten Klagegrund geäussert wurde. Der Ministerrat erklärt, demzufolge auf den dritten Klagegrund zu verzichten.

7.B. Der Hof stellt fest, dass die klagende Partei auf den dritten Nichtigkeitsklagegrund verzichtet.

Aus diesen Gründen,  
der Hof,

erklärt in der Anlage I zum Dekret der Wallonischen Region vom 11. September 1985 « organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne » (zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region) in Ziffer 2 die Wörter « ainsi que les centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kW de durée permanente thermique) » (« sowie Kernkraftwerke und sonstige Kernreaktoren (ausgenommen die Forschungsanlagen für die Herstellung und die Verarbeitung von Spalt- und Brutmaterial, deren Höchstleistung 1 kW ständiger thermischer Dauer nicht übertrifft) ») und Ziffer 3 « Installations servant exclusivement à stocker en permanence ou à éliminer définitivement des déchets radioactifs » (« Anlagen, die ausschliesslich zur Dauereinlagerung oder zur endgültigen Beseitigung des Atommülls dienen ») insofern für nichtig, als das durch das Dekret eingeführte Bewertungssystem für solche Anlagen auf die vom Staat zu erteilenden Genehmigungen zur Anwendung gebracht werden kann.

So verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1963, in der öffentlichen Sitzung vom 24. Mai 1988.

Der Kanzler,  
(Gez.) Van Der Zwalmen.

Der Vorsitzende,  
(Gez.) E. Gutt.

## ANDERE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart

#### Commissie belast met het verlenen van Rijnschipperspatenten

Bij ministerieel besluit van 25 april 1988 dat op 1 mei 1988 in werking treedt, is het ministerieel besluit van 12 augustus 1987 houdende benoeming van de voorzitter, de werkende leden en de plaatsvervangende leden van de Commissie belast met het verlenen van Rijnschipperspatenten, als volgt gewijzigd :

Zijn benoemd bij de Commissie belast met het verlenen van Rijnschipperspatenten :

1° in hoedanigheid van voorzitter :

de heer Van Loocke, H., nautisch directeur bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart;

## AUTRES ARRÊTÉS

### MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS

Administration de la Marine et de la Navigation intérieure

#### Commission chargée de la délivrance des patentes de batelier du Rhin

Par arrêté ministériel du 25 avril 1988, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1988, l'arrêté ministériel du 12 août 1987 nommant le président, les membres effectifs et les membres suppléants de la Commission chargée de la délivrance des patentes de batelier du Rhin, est modifié comme suit :

Sont nommés auprès de la Commission chargée de la délivrance des patentes de batelier du Rhin :

1° en qualité de président :

M. Van Loocke, H., directeur nautique à l'Administration de la Marine et de la Navigation intérieure;